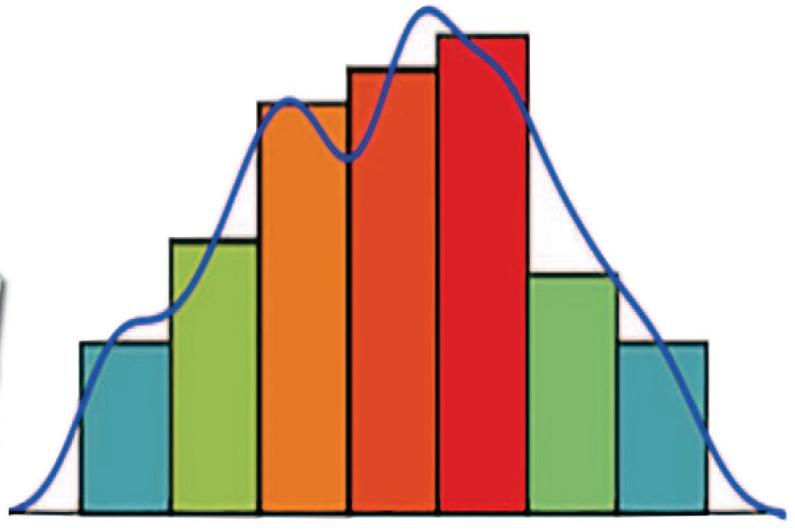


Note de Conjoncture Economique

N°61, Novembre 2025

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTERE DES FINANCES



3^{ème} Trimestre 2025

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	9
SECTEUR REEL	13
INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES	21
FINANCES PUBLIQUES	23
SECTEUR EXTERIEUR	29
SITUATION MONETAIRE	36
COMITE DE REDACTION	40

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique mondiale s'est déroulée dans un contexte marqué par : (i) la persistance des conflits au Moyen-Orient et en Ukraine ; (ii) les effets des politiques commerciales des Etats-Unis et ; (iii) l'essor des investissements liés à l'intelligence artificielle.

Dans le groupe des pays avancés et selon l'OCDE, la croissance économique au troisième trimestre 2025 est estimée à 0,0% après 0,1% au trimestre précédent. Elle s'établit à 1,1% après 0,9% aux Etats-Unis ; 0,2% après 0,1% dans la zone euro ; 0,1% après 0,3% au Royaume-Uni et 0,4% après 0,6% au Japon. Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance se situe à : 1,1% après 1,0% en Chine ; 0,1% après 0,3% au Brésil ; et 0,5% après 0,9% en Afrique du Sud.

Sur l'ensemble de l'année 2025 et selon les perspectives économiques du FMI (octobre 2025), la croissance mondiale est estimée à 3,2% en 2025 après 3,3% en 2024. Ce ralentissement s'observe tant dans le groupe des pays avancés (+1,6% en 2025 après 1,8% en 2024) que dans celui des pays émergents et des pays en développement (+4,2% en 2025 après +4,3% en 2024). Pour ce qui est particulièrement de l'Afrique subsaharienne, elle devrait se consolider à 4,1% en 2025 comme en 2024. Dans la zone CEMAC, la croissance économique est estimée à 2,6% en 2025 après 2,7% en 2024.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale ralentit, passant de 5,7% en 2024 à 4,2% en 2025. L'inflation est estimée à 2,5% en 2025 après 2,6% en 2024 dans le groupe des pays avancés et 5,3% après 7,9% en 2024 dans les pays émergents et en développement. Dans la zone CEMAC, elle devrait rester sur sa tendance baissière en 2026, pour s'établir en moyenne annuelle à 2,6% après 4,1%.

Quant aux cours des matières premières, ils enregistrent une évolution contrastée par rapport au trimestre précédent. Les cours moyens du gaz naturel liquéfié, du cacao brut en fèves, de la banane et du café sont en baisse, tandis que ceux du pétrole brut, du coton brut, du caoutchouc, des produits forestiers ainsi que des métaux et minéraux enregistrent une hausse. En particulier, les cours du pétrole brut augmentent de 1,3% par rapport au trimestre précédent, pour s'établir en moyenne à 68,8 dollars le baril. En glissement annuel, les cours du pétrole diminuent de 13,9%, en lien avec la hausse de l'offre, dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale.

Pour ce qui est du taux de change, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires du Cameroun, notamment le dollar américain (-3,0%), le yen japonais (-5,0%), la livre sterling (-2,2%), le yuan chinois (-1,3%), les DTS (-0,9%), le rouble russe (-2,8%) et le dirham émirati (-1,6%). En revanche, il se déprécie par rapport au Naira (+2,8%) et la Roupie Indienne (+2,9%). En glissement annuel, le franc CFA s'apprécie par rapport aux monnaies de ses principaux partenaires à l'exception du rouble russe.

Situation de l'économie nationale

Croissance et Prix

L'économie nationale demeure impactée par la hausse du coût des intrants agricoles et la dégradation des voies de transport des marchandises. Le chiffre d'affaires global des entreprises baisse de 4,7% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global des entreprises progresse de 5,7%. Par secteur, le chiffre d'affaires augmente de 2,7% dans le secteur primaire, 2,8% dans le secteur tertiaire et 11,5% dans le secteur secondaire.

Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance économique est estimée à 3,9% après 3,5% en 2024. Cette dynamique s'observe dans le secteur primaire (+3,2% après +3,6% en 2024), le secteur secondaire (+3,6% après +1,7%) et le secteur tertiaire (+4,3% après +4,2%).

S'agissant des prix, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,7% par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'observe principalement sur les prix de la plupart des fonctions de consommation, notamment les « légumes » (+4,4%), les « huiles et graisses » (+3,2%), les « poissons et fruits de mer » (+1,8%) et les « fruits » (+1,1%). A l'inverse, l'on note une baisse de 0,5% sur les prix des viandes et une stabilité sur les prix du « lait, fromage et œufs » et du « sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie ». En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation finale des ménages croît de 3,1%. Sur l'ensemble de l'année 2025, le taux d'inflation est estimé à 3,2% après 4,5% en 2024. Ce ralentissement progressif des pressions inflationnistes est consécutif, entre autres, à la stabilisation des prix des produits alimentaires locaux, à la normalisation des circuits d'approvisionnement et à la poursuite des mesures publiques de régulation des prix.

Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2025, le solde du compte courant de la balance des paiements enregistre un déficit estimé à 639,0 milliards, après 582,5 milliards au trimestre précédent. Cette dégradation est consécutive à la détérioration des déficits des soldes des services (-392,0 milliards) et des revenus primaires (-64,7 milliards). Le déficit des biens se réduit de 392,0 milliards après 564,8 milliards et l'excédent des revenus secondaires baisse à 122,5 milliards après 163,6 milliards. Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 62,4 milliards, après 912,1 milliards enregistrées au trimestre précédent. Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du troisième trimestre 2025 est déficitaire de 509,1 milliards contre un excédent de 322,5 milliards au trimestre précédent.

En glissement annuel, le solde global se détériore de 639,5 milliards. Cette détérioration s'observe tant sur le solde courant (-120,8 milliards) et que sur les financements extérieurs (-550,0 milliards).

Finances publiques

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du troisième trimestre 2025 s'établissent à 1 666,8 milliards. Elles sont constituées de 1 146,9 milliards de recettes internes et 519,9 milliards d'emprunts et dons.

Au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2025, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 4 760,8 milliards, en augmentation de 28,2 milliards en glissement annuel. Cette évolution résulte d'une augmentation des recettes internes (+31,2 milliards) et d'une diminution des emprunts et dons (-3 milliards).

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se chiffrent à 1 700,7 milliards au cours du troisième trimestre 2025, en augmentation de 75,5 milliards (+3,9%) par rapport au troisième trimestre 2024. Les dépenses courantes hors intérêts s'élèvent à 915,1 milliards, en hausse de 2,1%. Les dépenses d'investissements se chiffrent à 326,7 milliards, en augmentation de 115,2 milliards (+54,5%).

A fin septembre 2025, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'établissent à 5 007,6 milliards contre 4 717,5 milliards à fin septembre 2024, soit une augmentation de 290 milliards en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts diminuent de 45,5 milliards (-1,8%) et se situent à 2 428,4 milliards, Les dépenses d'investissement sont de 788,0 milliards, en hausse de 24,6 milliards comparativement à fin septembre 2024.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 516,6 milliards, en augmentation de 228,7 milliards (+17,8%). Il comprend 678,9 milliards de dette extérieure et 837,8 milliards de dette intérieure.

Situation monétaire

A fin septembre 2025, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 11 807,9 milliards contre 11 980,3 milliards à fin juin 2025. Cette baisse résulte de la contraction des avoirs extérieurs nets (-13,9%) et de l'accroissement du crédit intérieur (-3,8%). Les créances nettes sur l'Etat restent quasi stables (+0,7%) et les créances sur l'économie progressent de 4,9%. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 0,6% pour s'établir à 9 722,2 milliards à fin septembre 2025. Elle est composée de 21,4% de monnaie fiduciaire ; 47,2% de monnaie scripturale et 31,4% de quasi-monnaie. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 13,3%, suite à l'accroissement de 16,7% des avoirs extérieurs nets et de 11,5% du crédit intérieur.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance économique et inflation

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique mondiale se déroule dans un contexte marqué par : (i) la persistance des conflits au Moyen-Orient et en Ukraine ; (ii) les effets des politiques commerciales des Etats-Unis et ; (iii) l'essor des investissements liés à l'intelligence artificielle. Dans le groupe des pays avancés, et selon l'OCDE, la croissance est estimée à 0,0%, après 0,1% au trimestre précédent, avec cependant des disparités entre les pays. **Aux Etats-Unis**, la croissance est de 1,1% après 0,9%, résultant d'une bonne tenue de la consommation et d'un léger recul des investissements. Dans **la zone euro**, la croissance s'accélère à 0,2% après 0,1%. Cette accélération s'observe notamment : (i) en France (+0,5% après +0,3%) ; et (ii) au Portugal (+0,8% après 0,7%). Par contre, l'on enregistre une décélération en Espagne (de 0,7% à 0,6%) ; et une croissance nulle en Allemagne (0,0% après -0,2%) et en Italie (0,0% après -0,1%). Dans les autres pays du groupe, la croissance est estimée à : (i) 0,1% après 0,3% **au Royaume-Uni** ; (ii) 0,1% après -0,4% **au Canada** ; (iii) 0,4% après 0,6% **au Japon**. Dans les **pays émergents et pays en développement**, la croissance s'accélère en **Chine** (+1,1% après +1,0%) et en **Inde** (+2,0% après +1,8%). Elle décélère au **Brésil** (+0,1% après +0,3%), en **Indonésie** (+1,2% après +1,3%), en **Turquie** (+1,1% après +1,6%) et en **Afrique du Sud** (+0,5% après +0,9%).

Sur l'ensemble de l'année 2025 et selon les perspectives économiques du FMI (Octobre 2025), la croissance mondiale devait passer de 3,3% en 2024 à 3,2% en 2025 et 3,1% en 2026. Ce léger ralentissement serait dû à la baisse de la demande mondiale et la poursuite des politiques monétaires restrictives. Parallèlement, l'inflation mondiale poursuit sa décélération, passant de 5,7% en 2024 à 4,2% en 2025, puis à 3,7% en 2026, avec notamment la baisse des prix de l'énergie et la normalisation des chaînes d'approvisionnement.

Dans le **groupe des pays avancés**, la croissance passerait de 1,8% en 2024 à 1,6% en 2025 et 1,6% en 2026. Aux Etats-Unis, la croissance est estimée à 2,0% en 2025 après 2,8% en 2024, en lien avec l'assouplissement des conditions financières. En 2026, la croissance américaine devrait se consolider et atteindre 2,1%, sous l'effet des incitations fiscales en faveur des investissements des entreprises. Dans la zone euro, la croissance s'établirait à 1,2% en 2025 après 0,9% en 2024 et 1,1% en 2026. Au Royaume-Uni, l'activité devrait s'accélérer à 1,3% en 2025 après 1,1% en 2024 et se maintenir à 1,3% en 2026.

Dans ce groupe de pays, l'inflation passerait de 2,6% en 2024 à 2,5% en 2025 et 2,2% en 2026. Ce ralentissement masque cependant des disparités entre les pays. Aux Etats-Unis, l'inflation devrait rester supérieure à l'objectif de 2,0% fixé par la FED jusqu'à la fin de 2026. Dans la zone euro, le taux d'inflation se situerait à 2,1% en 2025 et à 1,9% en 2026 après 2,4% en 2024.

Dans le **groupe des pays émergents et des pays en développement**, la croissance devrait s'établir à 4,2% en 2025 et 4,0% en 2026 après 4,3% en 2024. En particulier, celle de la Chine se situerait à 4,8% en 2025 et à 4,2% en 2026 après 5,0% en 2024,

sous l'effet notamment de l'incertitude prolongée entourant la politique commerciale américaine. En Inde, la croissance s'établirait à 6,6% en 2025 et à 6,2% en 2026 après 6,5% en 2024, soutenue par la consommation privée, notamment dans la zone rurale. **En Afrique subsaharienne**, la croissance se consoliderait à 4,1% en 2025 comme en 2024, et à 4,4% en 2026. En particulier, la croissance serait de : (i) 3,9% en 2025 et 4,2% en 2026 après 4,1% en 2024 au Nigeria ; (ii) 1,1% en 2025 et à 1,2% en 2026 après 0,5% en 2024 en Afrique du Sud.

Pour ce qui est particulièrement de la **zone CEMAC**, les estimations et prévisions de la BEAC tablent sur : (i) un ralentissement de la croissance économique à 2,6% en 2025 après 2,7% en 2024, en lien avec la poursuite du recul de la production pétrolière (-1,5% après -0,4% en 2024), malgré un secteur non pétrolier robuste (+3,2% en 2025 contre +3,3% en 2024) ; (ii) une maîtrise de l'inflation autour de 2,6% en 2025 après 4,1% en 2024. Pour l'année 2026, la croissance économique s'accélérerait à 3,3%, en lien avec la résilience du secteur non-pétrolier (+3,5% en 2026). L'inflation devrait rester sur sa tendance baissière en 2026, pour s'établir en moyenne annuelle à 2,3%.

Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2025, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun connaissent une évolution contrastée par rapport au trimestre précédent. Les cours moyens du gaz naturel liquéfié, du cacao brut en fèves, de la banane et du café sont en baisse ; ceux du pétrole brut, du coton brut, du caoutchouc, des produits forestiers ainsi que des métaux et des minerais sont en hausse.

Produits énergétiques

Au troisième trimestre 2025, les cours du pétrole brut augmentent de 1,3% par rapport au trimestre précédent, pour s'établir en moyenne à 68,8 dollars le baril. En glissement annuel, les cours affichent une baisse de 13,9%, en lien avec la hausse de l'offre, dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale.

Quant aux cours du GNL, ils connaissent une baisse de 5,5% pour s'établir à 11,2 dollars par million de BTU. Cette baisse s'explique par : (i) les conditions météorologiques clémentes qui limitent la demande de chauffage ; (ii) la hausse de la production de gaz de schiste aux Etats-Unis et ; (iii) les niveaux élevés de stocks de gaz naturel dans la zone euro. Par rapport au troisième trimestre 2024, les cours du GNL diminuent de 2,1%.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au troisième trimestre 2025, les cours du **cacao brut en fèves** se situent à 7,9 dollars le kilogramme, en baisse de 15,8% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet d'une hausse de l'offre, portée par de meilleures récoltes en Afrique de l'Ouest. En glissement annuel, les cours diminuent de 7,1%.

Les cours du **coton brut** s'établissent à 1,7 dollar le kilogramme, en hausse de 0,6% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent un repli de 3,4%.

Les cours du **caoutchouc brut** restent inchangés à 1,7 dollar le kilogramme. En glissement annuel, ils régressent de 3,1%.

Les cours de la **banane** s'élèvent à 1,0 dollar le kilogramme, en baisse de 8,1% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet d'un repli de la demande mondiale. En glissement annuel, les cours de la banane enregistrent un recul de 2,0%.

Les cours du **café arabica** se chiffrent en moyenne à 8,0 dollars le kilogramme, en baisse de 6,5% par rapport au trimestre précédent. Les cours du **café robusta** régressent de 15,2%, atteignant 4,2 dollars le kilogramme, en lien avec le recul de la demande mondiale. En glissement annuel, les cours du **café arabica** augmentent de 35,7%, tandis que ceux du robusta diminuent de 14,1%.

Produits forestiers

Au troisième trimestre 2025, les cours moyens des **bois sciés** progressent de 1,0% pour s'établir à 735,0 dollars le mètre cube, en lien avec une hausse de la demande mondiale. De même, les cours des **bois bruts** augmentent de 3,3%, atteignant 337,6 dollars le mètre cube en moyenne. En glissement annuel, les cours des bois sciés augmentent de 3,7%, et ceux des bois bruts enregistrent une hausse de 7,3%.

Métaux et minéraux

Au troisième trimestre 2025, les cours de **l'aluminium** brut augmentent de 7,0% et s'établissent à 2 616,4 dollars la tonne, en raison d'une hausse de la demande mondiale. En glissement annuel, le prix de l'aluminium enregistre une hausse de 9,7%.

Les cours du **minéral de fer** augmentent de 4,8% pour s'établir à 100,1 dollars la tonne, en lien avec la baisse de l'offre mondiale. En glissement annuel, les cours des minéraux de fer augmentent de 0,3%.

Les cours du **plomb** se chiffrent en moyenne à 1 964,3 dollars la tonne, en hausse de 1,0% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils diminuent de 3,8%.

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	3 ^{ème} trim. 2024	2 ^{ème} trim. 2025	3 ^{ème} trim. 2025	Variations (en %)		Variations (en %) 2025*/2024
	a	b	c	c/a	c/b	
Libellés						
Produits énergétiques*						
Pétrole brut (\$/baril)	79,9	67,9	68,8	-13,9	1,3	-15,7
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	11,4	11,8	11,2	-2,1	-5,5	10,4
Produits agricoles*						
Cacao brut en fèves (\$/Kg)	8,5	9,4	7,9	-7,1	-15,8	9,1
Coton brut (\$/kg)	1,8	1,72	1,7	-3,4	0,6	-11,0
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,8	1,7	1,7	-3,1	0,0	0,9
Bananes (\$/kg)	1,0	1,1	1,0	-2,0	-8,1	-14,0
Café (\$/kg)	5,4	6,8	6,1	12,9	-10,4	20,0
Café arabica (\$/kg)	5,9	8,5	8,0	35,7	-6,5	47,6
Café robusta (\$/kg)	4,9	5	4,2	-14,1	-15,2	8,7
Produits forestiers*						
Bois sciés (\$/m3)	708,6	727,9	735,0	3,7	1,0	3,0
Bois bruts (grumes) (\$/m3)	314,7	326,9	337,6	7,3	3,3	3,4
Métaux et minéraux*						
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2384,5	2444,4	2616,4	9,7	7,0	6,7
Fer (\$/tonne métrique)	99,8	95,5	100,1	0,3	4,8	-10,4
Plomb sous forme brute (\$/tonne métrique)	2042,0	1945,6	1964,3	-3,8	1,0	-4,8

Sources : INSEE, FMI, MINFI *Estimations Banque Mondiale

Taux de change

Au troisième trimestre 2025, et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires du Cameroun, notamment le dollar américain (-3,0%), le yen japonais (-5,0%), la livre sterling (-2,2%), le yuan chinois (-1,3%), les DTS (-0,9%), le rouble russe (-2,8%) et le dirham émirati (-1,6%). En revanche, il se déprécie par rapport au naira nigérian (+2,8%) et à la roupie indienne (+2,9%). En glissement annuel, le franc CFA s'apprécie par rapport à ces monnaies, à l'exception du rouble russe.

Tableau 2 : Evolution du FCFA par rapport aux principales devises

Périodes	3 ^{ème} trim. 2024	2 ^{ème} trim. 2025	3 ^{ème} trim. 2025	Variations (en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Dollar des Etats-Unis	596,4	578,6	561,2	-5,9	-3,0
Yen japonais	4,0	4,0	3,8	-5,0	-5,0
Livre sterling	775,1	774,1	757	-2,3	-2,2
Yuan chinois	83,2	80	79	-5,0	-1,3
DTS	798,2	783,7	776,8	-2,7	-0,9
Rouble russe	6,6	7,2	7	6,1	-2,8
Naira	0,41	0,36	0,37	-9,8	2,8
Roupie indienne	7,1	6,8	7	-1,4	2,9
Dirham Emirats Arabes Unis	162,4	157,5	155	-4,5	-1,6

Source : Banque de France

SECTEUR RÉEL

Situation économique nationale

Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances au troisième trimestre 2025, que l'économie nationale demeure influencée d'une part, par la hausse du coût des intrants agricoles et des matières premières et, d'autre part, par la dégradation de certaines voies de transport des marchandises. Cette dégradation ne facilite pas l'évacuation des produits agricoles et la distribution des produits manufacturiers. Le chiffre d'affaires global des entreprises baisse de 4,7% par rapport au trimestre précédent, conséutivement au recul observé dans tous les secteurs d'activité. Dans l'ensemble, la masse salariale est en baisse de 3,1% au troisième trimestre 2025 comparativement au deuxième trimestre et, les effectifs reculent de 1,8% sur la même période.

Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global progresse de 5,7%. Cette évolution résulte des effets combinés de l'accroissement du chiffre d'affaires du secteur primaire (+2,7%), du secteur tertiaire (+2,8%) et du secteur secondaire (+11,5%).

Secteur primaire

Au troisième trimestre 2025, le secteur primaire est caractérisé par la baisse de la production de plusieurs cultures de l'agriculture industrielle et d'exportation et, le début de récolte dans l'agriculture vivrière. Le chiffre d'affaires du secteur baisse de 3,2% comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, il croît de 2,7%.

Dans *l'agriculture industrielle et d'exportation*, les évolutions sont contrastées. Au troisième trimestre 2025 et comparativement au deuxième trimestre, la production de **banane** progresse de 7,2%. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, la production de banane reste quasi stable. Les opérateurs de la filière estiment un recul de 1,4% de la production sur l'ensemble de l'année 2025.

La production de **caoutchouc naturel** enregistre un accroissement de 47,0% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, elle progresse de 10,0%. Cette consolidation de la production est attribuable à la hausse de la demande, aux mesures de relance engagées par la CDC dans cette filière et à l'entrée en production de nouvelles plantations.

La production de **coton fibre** chute de 75,7% entre le deuxième et le troisième trimestre 2025. Sur les neuf premiers mois de l'année, la production de coton fibre baisse de 27,2%. Cette baisse de l'activité dans la filière est en lien avec les mauvaises conditions climatiques qui ont entraîné la baisse des surfaces emblavées.

La production de **l'huile de palme brute** baisse de 52,0% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et comparativement à la même période de l'année précédente, la production baisse de 9,8%. Les opérateurs de la filière estiment une baisse de la production de 7,9% au terme de l'année 2025.

Dans la *sylviculture et l'exploitation forestière*, la production de **bois grume** demeure sur une pente baissière, avec un recul de 36,3% entre le deuxième et le troisième trimestre 2025. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production de grume baisse de 18,4%. Ces évolutions sont en lien avec la mesure gouvernementale de réduction des essences exportées sous forme de grumes. Pour ce qui est du **bois débité**, la production est en hausse de 0,9% entre le deuxième et le troisième trimestre 2025.

Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, la production progresse de 2,7%, imputable notamment à l'accroissement des commandes.

Tableau 3 : Evolution de la production par spéculation en %

Spéculations	3 ^{ème} trim.2025/ 2 ^{ème} trim.2025	3 ^{ème} trim.2025/ 3 ^{ème} trim.2024	Jan-sept.2025/ Jan-sept.2024
Banane	+7,2	-6,5	-0,9
Caoutchouc	+47,0	+12,1	+10,0
Coton	-75,7	0,0	-27,2
Huile de palme brute	-52,0	-2,7	-10,0
Bois grume	-36,3	-56,4	-18,4
Bois débité	+0,9	+9,2	+2,7

Source : *Enquête de conjoncture MINFI*

Secteur secondaire

Au troisième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du secteur secondaire baisse de 0,8% comparativement au trimestre précédent, en lien avec le recul de l'activité, notamment dans le sous-secteur « Production et distribution d'électricité » (-4,9%) et dans les industries manufacturières, dont « Industries des boissons » (-9,1%), « Industries du bois sauf fabrication des meubles» (-2,7%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (-3,6%).

Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 11,5%, soutenu par la bonne tenue des activités dans les sous-secteurs « Production et distribution d'électricité » (+6,0%) et « industries manufacturières », notamment « fabrication de caoutchouc et d'articles en caoutchouc » (+9,1%), « Industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+8,3%), « Industries des boissons » (+7,7%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+6,4%). Cette dynamique est atténuée par le recul enregistré notamment dans les branches « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (-18,3%), « Industries du cacao, café, thé et sucre » (-12,0%), « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux sauf machines et matériels » (-9,6%), « Industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche» (-3,8%), « Industries chimiques et fabrication des produits chimiques » (-3,2%).

Tableau 4 : Taux de croissance de la valeur ajoutée dans le secteur secondaire en 2025

Rubriques	Taux
Secteur secondaire	3,6
Industries extractives	-4,7
Industries agroalimentaires	5,2
Autres industries manufacturières	3,0
Production et distribution d'électricité	6,8
Production distribution d'eau et assainissement	2,9
BTP	6,8

Source : Comité de cadrage

Industries agroalimentaires

Au troisième trimestre 2025, l'activité dans les industries agroalimentaires, comparée à celle du trimestre précédent est marquée par la hausse de la production, notamment dans les branches « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (+9,3%), « Industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche » (+5,5%), « Fabrication de produits à base de céréales » (+3,4%) et « Industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+1,1%). Par contre, l'activité régresse dans les « Industries de boisson » (-9,1%) et dans les « Industries du cacao, café, thé et sucre » (-54,1%).

De janvier à septembre 2025 et en glissement annuel, l'activité dans ce sous-secteur progresse, tirée par l'accroissement de la production dans les branches « Industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+8,3%), « Industries de boisson » (+7,7%), « Travail des grains et fabrication de produits amylacés » (+4,4%), « Fabrication de produits à base de céréales » (+4,3%). Au terme de l'année 2025, la croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est estimée à 5,2%. Par branche d'activités, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande augmente de 5,5% au troisième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent, en lien avec la hausse des abattages. Sur les neuf premiers mois de 2025 et comparée à la même période de l'année dernière, la production de viande baisse de 3,8%, du fait entre autres, de la dégradation des pâturages, de l'assèchement des points d'eau, de l'insécurité des couloirs de transhumance, et du mauvais état des routes qui allongent la durée des voyages, induisant des pertes de bêtes sur le trajet vers les abattoirs des centres urbains. Au terme de l'année, la production de viande reculerait de 2,7%.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production croît de 6,3% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de 8,7% de la production de farine. De janvier à septembre 2025, la production de la branche croît de 2,4% en glissement annuel, tirée par l'augmentation de 3,9% de la production de farine, du fait de l'accroissement des capacités de production et de la disponibilité du blé sur le marché international. En fin d'année, l'activité dans la branche est projetée en hausse de 2,2%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche chute de 54,1% au troisième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, en lien avec la fin de la campagne de production de sucre. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 12,0%. Au terme de l'année, la production de la branche diminuerait de 8,2%.

Le troisième trimestre de chaque année correspond à la fin de la campagne de production de **sucré** et donc à l'arrêt des machines pour maintenance. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production de sucre baisse de 15,8%, du fait entre autres, de la destruction d'environ 150 hectares des plantations de canne à sucre de la SOSUCAM, suite à l'incendie survenu en février 2025. Au terme de l'année 2025, la production de sucre croîtrait de 8,5%.

S'agissant de la **masse de cacao**, la production recule de 0,3%, tandis que celle de **beurre de cacao** augmente de 9,9% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, attribuable à l'accroissement des commandes. De janvier à septembre 2025 et comparée à la même période de 2024, la production de masse de cacao recule de 8,8% et celle de beurre de cacao de 14,1%. Les projections de fin d'année tablent sur des baisses de production de masse et de beurre de cacao respectivement de 19,5% et 11,2%. La production de **thé** baisse de 23,7% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec le cycle de production de la plante qui enregistre des pics de production au deuxième et au quatrième trimestre. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production de thé recule de 7,2%, en lien avec les conditions climatiques peu favorables. La production de thé diminuerait de 5,6% au terme de l'année.

Dans les « **Industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production croît de 1,1% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, tirée par la hausse de 3,9% de la production des huiles raffinées. La production des tourteaux recule de 1,9%. De janvier à septembre 2025 et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 8,3%, soutenue par l'accroissement de 24,3% de la production des huiles raffinées du fait de la création de nouvelles unités de production. Au terme de l'année, la production dans la branche serait quasi-stable.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires augmente de 3,4% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, elle croît de 4,3%, en lien avec la hausse des commandes. Au terme de l'année, la production augmenterait de 4,6%.

La production dans les « **industries de boissons** » recule de 9,1% au troisième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent. De janvier à septembre 2025 et en glissement annuel, la production dans la branche progresse de 7,7%, en raison notamment de la mise en service de nouvelles lignes de production. Au terme de l'année 2025, la production croîtrait de 14,5%.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans l'agroalimentaire (en %)

Libellés	3 ^{ème} trim.25/ 2 ^{ème} trim.25	Jan-sept.25/ Jan-sept.24
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	5,5	-3,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	9,3	4,4
Industries du cacao, café, sucre et thé	-54,1	-12,0
Fabrication de produits à base de céréales	3,4	4,3
Industries des corps gras et d'aliments pour animaux	1,1	8,3
Industries des boissons	-9,1	7,7

Source : *Enquête de conjoncture MINFI*

Autres industries manufacturières

Au troisième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, la production dans le sous-secteur des « **Autres industries manufacturières** » est contrastée. Elle augmente notamment dans les branches, « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+20,5%), « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+21,9%), « Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie » (+5,2%). Par contre, la production baisse dans les branches « Industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-3,8%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (-3,6%), « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (-2,7%).

Sur les neuf premiers mois de 2025, la production est caractérisée par une hausse, notamment dans les branches « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+9,1%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+6,4%) « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+12,7%). Par contre, elle recule notamment dans les branches « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (-18,3%) et « Industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-3,2%). Au terme de l'année, la croissance de la valeur ajoutée dans les « autres industries manufacturières » serait de 3,0%.

Tableau 6: Croissance de la production par branche d'activité dans les autres industries manufacturières (en %)

Libellés	3 ^{ème} trim.2025/ 2 ^{ème} trim.2025	Jan-sept.2025/ Jan-sept.2024
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-2,7	-18,3
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie	5,2	7,2
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	-3,8	-3,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	21,9	9,1
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-3,6	6,4
Fabrication de produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	20,5	12,7
Fabrication de meubles, activités de fabrication	-27,5	14,1

Source : *Enquête de conjoncture MINFI*

L'activité dans les « **Industries du bois sauf fabrication des meubles** » enregistre une baisse de 2,7% au troisième trimestre 2025 comparativement au trimestre précédent. De janvier à septembre 2025 et comparée à la même période de l'année précédente, elle recule de 18,3%, du fait de la baisse des commandes. Au terme de l'année, la production diminuerait de 16,8%.

Dans la branche « **Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production augmente de 5,2% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des commandes. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production croît de 7,2%. Toutefois, ce secteur continue de faire face aux difficultés financières des opérateurs de la filière. Au terme de l'année, la production progresserait de 2,5%.

S'agissant de la branche « **Industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production baisse de 3,8% au troisième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent, en lien notamment avec les reculs de 12,5% de la production des savons et de 2,0% de celle de gaz naturel. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, l'activité dans la branche recule de 3,2%, imputable principalement à la chute de 27,5% de la production de gaz naturel, en lien avec la baisse de la pression des puits de production. Au terme de l'année, l'activité dans la branche augmenterait de 0,6%.

Pour ce qui est de la branche « **Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production croît de 21,9% au troisième trimestre 2025 par rapport au deuxième trimestre, en lien principalement avec l'accroissement de 47,0% de la production de caoutchouc naturel. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement, l'activité progresse de 9,1%, tirée par la hausse de 10,0% de la production de l'hévéa. Au terme de l'année, l'activité dans la branche progresserait de 13,3%.

En ce qui concerne la branche « **Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production baisse de 3,6% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien principalement avec la chute de 66,2% de la production de verre. Cette baisse de production de verre est due à l'arrêt de four de production chez Socaver pour rénovation. La production de ciment progresse de 1,3%. De janvier à septembre 2025 et comparée à la même période de 2024, la production dans la branche progresse de 6,4%, tirée par la production de ciment de 10,1%. Au terme de l'année, la production de la branche progresserait de 9,0%.

Les activités dans la branche « **Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une hausse de 20,5% de la production au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de la production de fer à béton malgré le recul de la production des bandes et des tôles, consécutivement à la maintenance des machines de laminage. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, l'activité de la branche augmente de 12,7%, en lien avec la hausse des commandes notamment de fer à béton. Au terme de l'année, la production dans la branche croîtrait de 6,9%.

Production et distribution d'électricité

Dans le sous-secteur « **Production et distribution d'électricité** », l'activité recule de 4,9% au troisième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent. Cette baisse s'explique par le recul de la production des centrales gérées par Eneo et par la baisse des achats d'énergie auprès des producteurs indépendants. Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production croît de 6,0 % soutenue par la mise en service complète du barrage de Nachtigal et de l'usine de pied du barrage de Lompangar. Au terme de l'année, la production croîtrait de 8,5% et la croissance de la valeur ajoutée du sous-secteur est projetée à 6,8%.

Production et distribution d'eau et assainissement

Dans la « **Production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité progresse de 3,2% au troisième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent. De janvier à septembre 2025 et en glissement annuel, la production progresse de 0,6%, tirée par la hausse de 7,4% de la production d'eau. La collecte des ordures ménagères recule de 7,8%. Au terme de l'année, la production croîtrait de 1,4%. La croissance de la valeur ajoutée du sous-secteur est projetée à 2,9%.

Secteur tertiaire

Au troisième trimestre 2025, les activités du secteur tertiaire sont marquées par une baisse de 9,9% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 2,8%, soutenu par la bonne tenue des activités dans les branches « **Information et Télécommunications** » (+13,6%) et « **Transport et Entreposage** » (+3,6%). A contrario, les baisses réalisées dans les branches « **Hôtels et restaurants** » (-0,7%) et « **Commerce et réparations** » (-1,2%) ont contribué à freiner l'évolution d'ensemble. La croissance du secteur serait de 4,3% en 2025 après 4,2% en 2024, en lien avec la consolidation des activités dans les différentes branches.

Les évolutions par branches d'activités se présentent ainsi qu'il suit :

Dans la branche « **Commerce et réparations** », les activités sont marquées par une baisse de 16,4% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, imputable au recul des ventes en gros et à la baisse de la production dans le secteur primaire. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires recule de 1,2%. La dégradation de certains axes du réseau routier national continue d'impacter négativement l'approvisionnement des marchés régionaux en produits vivriers, ainsi que la livraison dans les centres de distribution des produits manufacturés.

En ce qui concerne les « **Télécommunications** », le chiffre d'affaires reste quasi-stable (0,3%) au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 13,6%, en lien notamment avec la multiplication des offres promotionnelles sur les différents réseaux et la forte utilisation des services Mobile Money. Par ailleurs, le nombre d'abonnés croît de 12,2%.

Au troisième trimestre 2025, le chiffre d'affaires de la branche «**Hôtellerie et restauration**», augmente de 1,8% par rapport au trimestre précédent du fait de l'amélioration des services et de la demande de location de salle. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires reste quasi-stable. Le nombre de nuitées et le taux moyen d'occupation des chambres progressent respectivement de 1,3% et de 1,2%. La croissance de la branche est estimée à 3,8% après 3,6% en 2024.

Dans la branche «**Transport et entreposage**», le chiffre d'affaires progresse de 1,2% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2025. De janvier à septembre 2025, le chiffre d'affaires augmente de 3,6% en glissement annuel, du fait de l'amélioration du trafic dans l'ensemble de ses sous-branches.

Pour le **transport maritime**, le chiffre d'affaires et le trafic global baissent respectivement de 3,5% et 12,9% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 2,2%. Le trafic global des marchandises s'accroît de 3,8%, du fait de l'effet combiné de l'augmentation de 5,9% du tonnage des marchandises à l'importation et de 5,5% de celui à l'exportation.

Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires et les activités progressent respectivement de 2,5% et 3,3% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. La hausse des activités s'explique par l'effet combiné de la hausse de 5,1% du trafic voyageur et de 3,0% du tonnage des marchandises transportées. De janvier à septembre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 3,9% et les activités restent quasi-stables.

Au terme de l'année 2025, la croissance économique est estimée à 3,9% après 3,5% en 2024. Cette dynamique est observée dans le secteur primaire (+3,2% après +3,6% en 2024), le secteur secondaire (+3,6% après +1,7%) et le secteur tertiaire (+4,3% après +4,2%).

INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Au troisième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, les prix à la consommation finale des ménages progressent de 0,7%. Cette augmentation s'observe sur les prix de la plupart des fonctions de consommation. Il convient de noter que les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » progressent plus que la moyenne nationale (+1,6%).

La hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est tirée par celle des prix des « légumes » (+4,4%), des « huiles et graisses » (+3,2%), des « poissons et fruits de mer » (+1,8%) et des « fruits » (+1,1%). A l'inverse, l'on note une baisse de 0,5% sur les prix des viandes et une stabilité sur les prix du « lait, fromage et œuf » et du « sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie ».

Suivant l'origine, les prix des produits locaux augmentent plus fortement (+0,9%) que ceux des produits importés (+0,2%). Sur le plan spatial, les prix baissent de 0,3% à Maroua, mais augmentent dans les autres chefs-lieux de région, notamment Yaoundé (+0,3%), Buea (+1,5%), Ngaoundéré (+1,3%), Bertoua (+1,3%), Ebolowa (+1,3%), Douala (+0,9%), Bafoussam (+0,8%), Bamenda (+0,7%) et Garoua (+0,7%).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation finale des ménages croît de 3,1%, conséutivement à celui des prix de la quasi-totalité des fonctions, notamment : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,6%), « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,0%) et « transports » (+1,6%).

Tableau 7 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation finale des ménages (Base 100 = 2022)

Postes de dépenses	Poids	3 ^{ème} Trim. 2024	Janv.-Sept. 2024	2 ^{ème} Trim. 2025	3 ^{ème} Trim. 2025	Janv.-Sept. 2025	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(d)/(c)	(d)/(a)	(e)/(b)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation									
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3182	118,2	115,7	123,9	126,0	123,8	1,6	6,6	7,0
Boissons alcoolisées et tabacs	136	106,1	105,6	109,8	110,3	109,6	0,5	3,9	3,9
Articles d'habillement et chaussures	984	107,0	106,7	108,7	108,7	108,7	0,0	1,6	1,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1289	107,3	106,4	108,8	109,4	109,0	0,5	2,0	2,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	510	109,7	109,1	110,4	110,5	110,3	0,1	0,7	1,1
Santé	478	101,6	101,4	102,0	102,1	102,0	0,0	0,5	0,6
Transports	1127	130,4	128,2	132,0	132,4	132,1	0,4	1,6	3,1
Communication	459	100,5	100,4	100,1	100,0	100,1	-0,1	-0,5	-0,4
Loisirs et culture	335	102,8	102,6	102,9	103,1	103,0	0,1	0,3	0,4
Enseignement	307	105,5	104,9	106,3	107,0	106,5	0,7	1,4	1,5
Restaurants et hôtels	669	107,1	106,7	109,2	109,5	109,1	0,3	2,2	2,3
Biens et services divers	524	108,0	107,5	109,1	109,3	109,1	0,2	1,2	1,5
Indice Général	10 000	112,9	111,6	115,6	116,5	115,6	0,7	3,1	3,6
II - Evolution suivant les groupes									
Produits locaux		114,0	112,5	117,0	118,0	117,0	0,9	3,6	4,0
Produits importés		110,3	109,3	112,1	112,3	112,0	0,2	1,8	2,5
III - Evolution suivant les différentes régions									
Yaoundé		112,3	111,2	115,4	115,8	115,1	0,3	3,1	3,5
Douala		113,8	112,4	116,1	117,2	116,2	0,9	2,9	3,4
Maroua		116,8	114,1	118,2	117,9	118,0	-0,3	0,9	3,5
Bafoussam		112,4	111,5	116,3	117,2	116,1	0,8	4,3	4,1
Buea		112,6	111,3	115,5	117,3	115,8	1,5	4,1	4,0
Garoua		110,7	109,5	112,9	113,7	113,0	0,7	2,8	3,2
Ebolowa		113,0	111,7	115,1	116,6	115,5	1,3	3,2	3,4
Ngaoundéré		112,7	111,6	116,4	118,0	116,8	1,3	4,7	4,6
Bertoua		111,8	111,7	113,7	115,1	114,0	1,3	3,0	2,1
Bamenda		110,6	108,8	114,0	114,8	114,0	0,7	3,8	4,8

Sources : INS, MINFI

Sur les neuf premiers mois de 2025 et par rapport à la même période de 2024, l'inflation poursuit une tendance baissière, atteignant un niveau général des prix qui se situe à 3,6%, soit une réduction de 0,9 point. Elle demeure majoritairement interne, avec une hausse de 4,0% des prix des produits locaux, contre 2,5% pour les produits importés.

Autres informations

Le 24 juillet 2025, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a procédé au lancement officiel des travaux d'aménagement du complexe industrielo-portuaire de Missole sur les berges de la Dibamba. Situé dans le département de la Sanaga Maritime, région du Littoral, la construction de ce nouveau complexe portuaire sur 500 ha a pour but d'étendre les activités du PAD et d'améliorer la fluidité du trafic maritime, en favorisant l'optimisation du temps de passage des marchandises.

Depuis le 15 juillet 2025, l'Etat est désormais actionnaire majoritaire de la Banque Société Générale Cameroun (SGC), avec 83,68% des parts contre 25,6% auparavant. Cette évolution fait suite au rachat par l'Etat de la totalité des parts (58,08%) détenues par le groupe Société Générale dans sa filiale camerounaise (SGC).

Le Gouvernement a mis au profit des producteurs de la filière laitière, un important stock de matériel nécessaire à l'augmentation de la production du lait. Ainsi, 495 génisses gestantes de race montbéliarde, des trayeuses de lait et des tanks réfrigérés pour la conservation ont été entre autres distribués. Par ailleurs, un partenariat entre le Gouvernement et Bange Bank a été signé le 23 septembre 2025 pour faciliter l'accès au financement à taux bonifiés, au profit des acteurs des différentes filières animales et halieutiques.

Une nouvelle cimenterie a été inaugurée le 19 septembre 2025, dans la localité d'Edéa, région du Littoral. Dénommée Central Africa Cement, cette cimenterie d'une capacité de production installée de un million de tonnes de ciment par an, compte mettre à la disposition de la ville d'Edéa et des environs un ciment de qualité.

Le mois de septembre 2025 a été marqué par une pénurie en pétrole lampant, suite aux difficultés liées à sa distribution. En effet, le prix pratiqué aux ménages est de 350 francs dans les stations-services, et celui fixé aux industriels est de 560,19 francs dans les dépôts de la SCDP où ils doivent exclusivement s'approvisionner. La pénurie de pétrole lampant dans les stations-services vient du fait que certains industriels (boulangeries, sociétés minières et forestières) choisissent de payer les individus qui les ravitaillent à travers des bidons transportables dans des véhicules de particuliers. Pour pallier cette situation, le Gouvernement a pris un arrêté qui rationne la quantité de pétrole lampant à 10 litres maximum par personne dans les stations-services, au lieu de 100 litres autorisés auparavant.

FINANCES PUBLIQUES

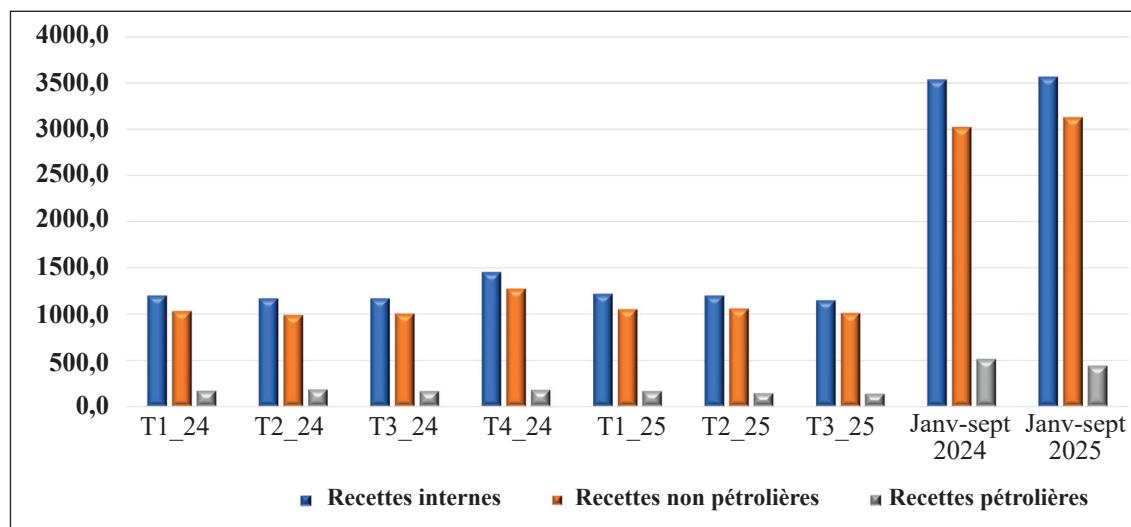
L'exécution du budget de l'Etat au troisième trimestre et au terme des neuf premiers mois de l'année 2025, comparativement aux mêmes périodes de l'année 2024, affiche une hausse des ressources et une augmentation des dépenses totales.

Ressources budgétaires : hausse

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du troisième trimestre 2025 s'établissent à 1 666,8 milliards. Elles sont constituées de 1 146,9 milliards de recettes internes et 519,9 milliards d'emprunts et dons. Elles augmentent de 63,2 milliards (+3,9%) en glissement annuel, du fait des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 1 146,9 milliards, en baisse de 21,5 milliards (-1,8%). Cette diminution s'observe principalement sur les recettes pétrolières.

Graphiques 1: Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



Source : MINFI

Les recettes pétrolières sont de 134,8 milliards, en diminution de 27,7 milliards (-17%) par rapport au troisième trimestre 2024. Elles comprennent 118,2 milliards de redevance SNH et 16,6 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 1 012,1 milliards au troisième trimestre 2025, en augmentation de 6,2 milliards (+0,6%) par rapport à la même période de 2024. Cette évolution est essentiellement attribuable aux recettes douanières. En effet, les recettes d'impôts et taxes baissent de 8,6 milliards (-1,3%) pour se situer à 663,4 milliards, celles des douanes progressent de 25 milliards (+9,6%) pour s'établir à 283,6 milliards. Les recettes non fiscales diminuent de 10,1 milliards (-13,5%) pour se chiffrer à 65,1 milliards.

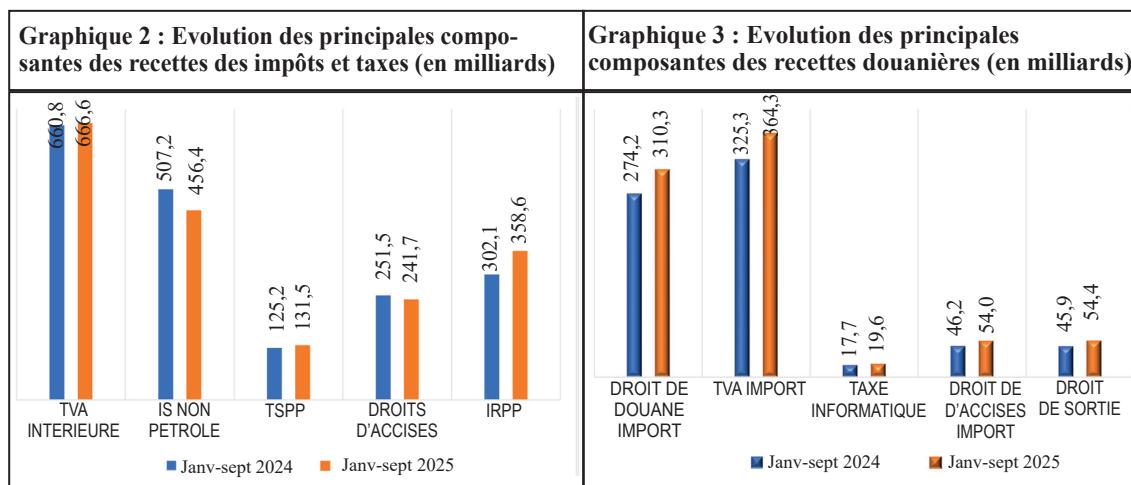
S'agissant particulièrement des recettes des impôts et taxes, la dynamique observée résulte d'un effet conjugué de ses composantes. L'on note notamment les baisses de : la TVA de 11 milliards (-4,5 %), l'IS non pétrolier de 2 milliards (-1,9%), les droits d'accises de 2,7 milliards (-3,4%) et les droits d'enregistrement et du timbre de

8,2 milliards (-14,6%). Ces baisses sont amoindries par les accroissements de IRPP de 13,9 milliards (+12,5%) et de la TSPP 3,6 milliards (+8,7%).

Les emprunts et dons mobilisés au cours du troisième trimestre 2025 se situent à 519,9 milliards, en augmentation de 84,7 milliards (+19,5%) en glissement annuel. Ils sont composés de 40,7 milliards de prêts projets ; 0,9 milliard de dons ; 82,7 milliards d'appuis budgétaires, 237,6 milliards d'émissions des titres publics nets et 159 milliards d'emprunts bancaires.

Au terme des neufs premiers mois de l'exercice 2025, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 4 760,8 milliards, en augmentation de 28,2 milliards en glissement annuel. Cette évolution résulte d'une augmentation des recettes internes (+31,2 milliards) et d'une diminution des emprunts et dons (-3 milliards).

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 3 568,8 milliards, en augmentation de 31,2 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'observe sur les recettes non pétrolières.



Source : MINFI

Source : MINFI

Les recettes pétrolières s'établissent à 439,2 milliards, en diminution de 72,2 milliards en glissement annuel. Suivant ses deux composantes, l'on enregistre une baisse de 50,5 milliards de la redevance SNH et de 21,7 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières. Leur taux de réalisation est de 68,5% par rapport à la loi des finances rectificative.

Les recettes non pétrolières passent de 3 026,2 milliards à fin septembre 2024 à 3 129,6 milliards à fin septembre 2025, soit une progression de 103,4 milliards. Cette évolution est attribuable aux recettes douanières et non fiscales. Le taux de réalisation des recettes non pétrolières par rapport à la loi des finances rectificative est de 66,5%.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 2 076,1 milliards contre 2 089,1 milliards à fin septembre 2024, soit une baisse de 12,9 milliards. Cette baisse découle notamment de celles : de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (-50,8 milliards) ; des droits d'accises (-9,7 milliards) ; des droits d'enregistrement et du timbre (-24,7 milliards). Elle est amoindrie par la hausse de l'IRPP (+56,5 milliards), de la TVA (+5,8 milliards) et de la TSPP (+6,3 milliards). Le taux de réalisation des recettes des impôts et taxes est de 64,8% par rapport à la loi des finances rectificative.

Les recettes douanières se chiffrent à 829,9 milliards contre 728,5 milliards à fin septembre 2024, soit une hausse de 101,4 milliards, attribuable à toutes les composantes. En effet, les droits de douane à l'importation augmentent de 36,1 milliards ; la TVA à l'importation de 39,0 milliards ; la taxe informatique de 1,9 milliard ; les droits d'accises à l'importation de 7,9 milliards ; et les droits de sortie de 8,5 milliards. Le taux de réalisation des recettes douanières est de 73% par rapport à la loi des finances rectificative.

Les recettes non fiscales s'accroissent de 14,9 milliards et s'établissent à 223,5 milliards à fin septembre 2025. Leur taux de réalisation par rapport à la loi des finances rectificative est de 61,9%.

Les emprunts et dons sont de 1 192 milliards contre 1 195 milliards à fin septembre 2024, soit une diminution de 3 milliards. Cette évolution résulte de la baisse des tirages au titre des prêts projets (-145,7 milliards) ; des dons (-12,1 milliards) ; et des autres emprunts (-450,6 milliards) ; atténuée par la hausse de l'émission des titres publics nets (+219,1 milliards) ; des appuis budgétaires (+227,2 milliards) et des prêts bancaires (+159 milliards).

Tableaux 8 : Evolution des ressources

	3ème trim. 2024	3ème trim.2025	janv- Sept 24 Réalisat ions	janv- Sept 25 Réalisat ions	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(c)/(d)
A- RECETTES INTERNES								
I-Recettes pétrolières	1 168,4	1 146,9	3 537,6	3 568,8	-1,8	0,9	-21,5	31,2
1-Redevance SNH	162,5	134,8	511,4	439,2	-17,0	-14,1	-27,7	-72,2
2- IS pétrole	130,1	118,2	395,4	344,9	-9,2	-12,8	-11,9	-50,5
II- Recettes non pétrolières	1 005,9	1 012,1	3 026,2	3 129,6	0,6	3,4	6,2	103,4
1- Recettes Fiscales	930,7	947,0	2 817,6	2 906,1	1,8	3,1	16,3	88,5
a- Recettes des impôts et taxes	672,0	663,4	2 089,1	2 076,1	-1,3	-0,6	-8,6	-12,9
dont - IRPP	111,2	125,2	302,1	358,6	12,5	18,7	13,9	56,5
- TVA	245,3	234,3	660,8	666,6	-4,5	0,9	-11,0	5,8
- IS non pétrole	104,5	102,5	507,2	456,4	-1,9	-10,0	-2,0	-50,8
- Droits d'accises	79,0	76,3	251,5	241,7	-3,4	-3,9	-2,7	-9,7
- Droits d'enreg. et timbre	56,3	48,1	154,7	129,9	-14,6	-16,0	-8,2	-24,7
- TSPP	40,8	44,4	125,2	131,5	8,7	5,0	3,6	6,3
b- Recettes douanières	258,6	283,6	728,5	829,9	9,6	13,9	25,0	101,4
dont : - Droit de douane import.	99,0	109,6	274,2	310,3	10,7	13,2	10,6	36,1
- TVA import.	118,2	129,8	325,3	364,3	9,8	12,0	11,6	39,0
- Taxe informatique	5,6	6,8	17,7	19,6	20,7	10,5	1,2	1,9
- Droits d'accises import.	18,3	17,9	46,2	54,0	-1,9	17,1	-0,3	7,9
- Droits de sortie	12,4	11,2	45,9	54,4	-9,6	18,6	-1,2	8,5
2- Recettes non fiscales	75,3	65,1	208,6	223,5	-13,5	7,2	-10,1	14,9
B- EMPRUNTS ET DONS								
- Prêts projets	435,2	519,9	1 195,0	1 192,0	19,5	-0,3	84,7	-3,0
- Dons	76,8	40,7	447,6	301,9	-47,0	-32,6	-36,1	-145,7
- Appuis budgétaires	20,0	0,9	63,4	51,3	-95,5	-19,1	-19,1	-12,1
- Emission des titres publics nets	71,8	82,7	102,5	329,7	15,1	221,8	10,9	227,2
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	-45,4	236,6	131,0	350,2	-620,8	167,2	282,0	219,1
- Emprunts bancaires	312,1	0	450,6	0,0	-100,0	-100,0	-312,1	-450,6
TOTAL RESSOUR BUDGETAIRES	1 603,6	1 666,8	4 732,6	4 760,8	3,9	0,6	63,2	28,2

Source : MINFI/DP

Dépenses publiques : augmentation

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancement se chiffrent à 1 700,7 milliards au cours du troisième trimestre 2025, en augmentation de 75,5 milliards (+3,9%) en glissement annuel. Cette évolution résulte notamment des hausses observées au niveau des dépenses courantes hors intérêts (+2,1%), des dépenses d'investissements (+54,5%) et de la baisse du service de la dette publique (-20,7%).

Les dépenses courantes s'accroissent de 19,1 milliards (+2,1%) pour se situer à 915,1 milliards. Par sous-rubriques, *les dépenses de personnel* augmentent de 0,5 milliard (+0,1%) et se chiffrent à 391,6 milliards. *Les dépenses de biens et services* régressent de 29,5 milliards (-9,9%) pour se s'établir à 269 milliards. Les dépenses de transferts et pensions s'élèvent à 254,5 milliards, en hausse de 48 milliards (+23,3%).

Les dépenses d'investissement se chiffrent à 326,7 milliards au terme du troisième trimestre 2025, en augmentation de 115,2 milliards (+54,5%) par rapport au troisième trimestre 2024. *Les dépenses sur financement extérieurs* s'élèvent à 38,9 milliards, et sont en baisse de 18,3 milliards (-32%). *Les dépenses sur ressources propres* s'établissent à 182,8 milliards et sont en augmentation de 53,7 milliards (+41,6%). *Les dépenses de restructuration et réhabilitations* progressent de 79,9 milliards pour se chiffrer à 105 milliards.

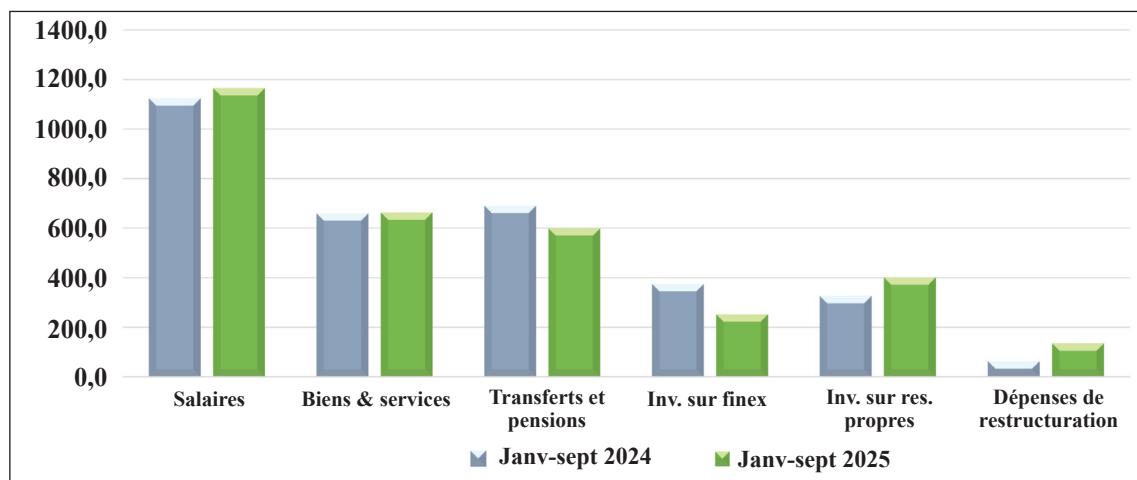
Le service effectif de la dette publique au troisième trimestre 2025 s'élève à 362,6 milliards, en diminution de 94,9 milliards (-20,7%). Il comprend 223,1 milliards de dette extérieure et 139,5 milliards de dette intérieure.

Le service effectif de la dette extérieure diminue de 38 milliards (-14,6%) et s'établit à 223,1 milliards. Il est constitué de 151,6 milliards de remboursement du principal et 71,5 milliards d'intérêts.

Les paiements au titre du **service de la dette intérieure** régressent de 56,9 milliards (-29%) par rapport au troisième trimestre 2024, pour s'établir à 139,5 milliards. Ils comprennent 39,9 milliards d'intérêts ; 7,7 milliards de remboursement du principal ; 13,9 milliards de remboursement de crédit TVA et 78 milliards d'arriérés intérieurs.

En cumul à fin septembre 2025, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se situent à 5 007,6 milliards contre 4 717,5 milliards à fin septembre 2024, soit une augmentation de 290 milliards en glissement annuel. Le taux d'exécution des dépenses budgétaires totales par rapport à la loi des finances rectificative est de 67,9%.

Graphique 4 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)

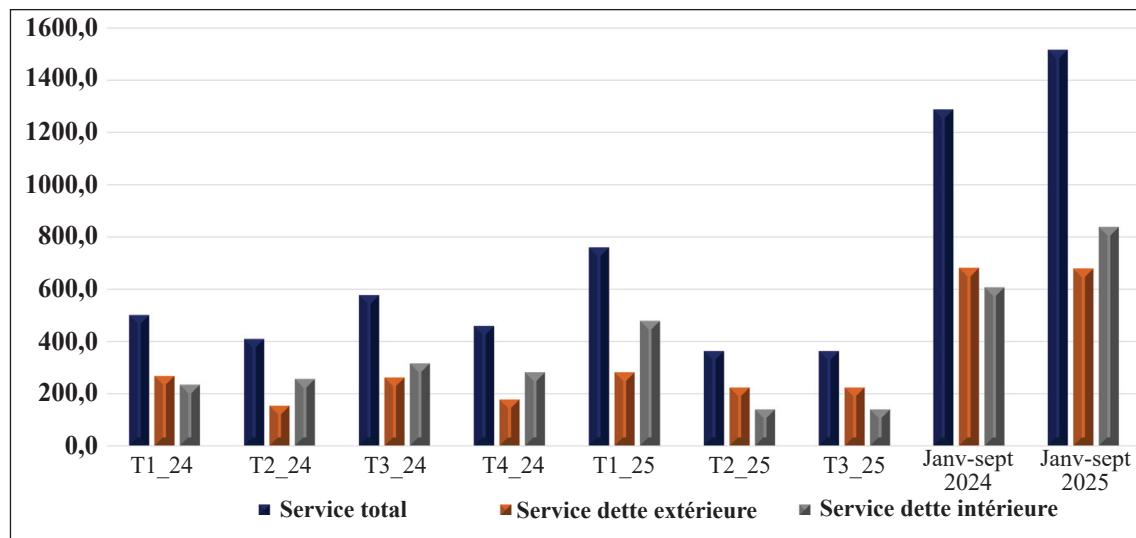


Source : MINFI

Les dépenses courantes hors intérêts diminuent de 45,5 milliards (-1,8%) et se situent à 2 428,4 milliards. Suivant les principales composantes, les dépenses de personnel s'accroissent de 3,7% et se chiffrent à 1 165,2 milliards ; les dépenses de biens et services augmentent de 0,6% et se situent à 663,5 milliards ; les dépenses de transferts et pensions baissent de 13,1% et s'établissent à 599,8 milliards. Le taux d'exécution est de 68% par rapport à la loi des finances rectificative.

Les dépenses d'investissement sont de 788 milliards, en hausse de 24,6 milliards comparativement à fin septembre 2024. Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs s'élèvent à 252,2 milliards, en diminution de 122,7 milliards (-32,7%). Les dépenses sur ressources propres se chiffrent à 401,3 milliards en hausse de 74,9 milliards (+22,9%). Les dépenses de restructurations s'établissent à 134,6 milliards, en hausse de 72,3 milliards. Le taux d'exécution est de 48% par rapport à la loi des finances rectificative.

Graphiques 5 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI/DP

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1516,6 milliards, en augmentation de 228,7 milliards (+17,8%). Son taux d'exécution est de 56,2% par rapport à la loi de finances rectificative. Il comprend 678,9 milliards de dette extérieure et 837,8 milliards de dette intérieure. Le service effectif de la dette extérieure est constitué de 480,5 milliards de principal et 198,3 milliards d'intérêts. Celui de la dette intérieure comprend notamment 143,7 milliards d'intérêts ; 28,7 milliards d'amortissement du principal ; 49 milliards de remboursement de crédits de TVA et 616,4 milliards de paiements d'arriérés intérieurs.

Tableaux 9 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

	3ème trim. 2024	3ème trim.2025	janv-Sept 24	janv-Sept 25	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(c)/(d)
			Réalisations	Réalisations				
A- RECETTES INTERNES	1 168,4	1 146,9	3 537,6	3 568,8	-1,8	0,9	-21,5	31,2
I-Recettes pétrolières	162,5	134,8	511,4	439,2	-17,0	-14,1	-27,7	-72,2
1-Redevance SNH	130,1	118,2	395,4	344,9	-9,2	-12,8	-11,9	-50,5
2- IS pétrole	32,4	16,6	116,0	94,3	-48,7	-18,7	-15,8	-21,7
II- Recettes non pétrolières	1 005,9	1 012,1	3 026,2	3 129,6	0,6	3,4	6,2	103,4
1- Recettes Fiscales	930,7	947,0	2 817,6	2 906,1	1,8	3,1	16,3	88,5
a- Recettes des impôts et taxes	672,0	663,4	2 089,1	2 076,1	-1,3	-0,6	-8,6	-12,9
dont - IRPP	111,2	125,2	302,1	358,6	12,5	18,7	13,9	56,5
- TVA	245,3	234,3	660,8	666,6	-4,5	0,9	-11,0	5,8
- IS non pétrole	104,5	102,5	507,2	456,4	-1,9	-10,0	-2,0	-50,8
- Droits d'accises	79,0	76,3	251,5	241,7	-3,4	-3,9	-2,7	-9,7
- Droits d'enreg. et timbre	56,3	48,1	154,7	129,9	-14,6	-16,0	-8,2	-24,7
- TSPP	40,8	44,4	125,2	131,5	8,7	5,0	3,6	6,3
b- Recettes douanières	258,6	283,6	728,5	829,9	9,6	13,9	25,0	101,4
dont : - Droit de douane import.	99,0	109,6	274,2	310,3	10,7	13,2	10,6	36,1
- TVA import.	118,2	129,8	325,3	364,3	9,8	12,0	11,6	39,0
- Taxe informatique	5,6	6,8	17,7	19,6	20,7	10,5	1,2	1,9
- Droits d'accises import.	18,3	17,9	46,2	54,0	-1,9	17,1	-0,3	7,9
- Droits de sortie	12,4	11,2	45,9	54,4	-9,6	18,6	-1,2	8,5
2- Recettes non fiscales	75,3	65,1	208,6	223,5	-13,5	7,2	-10,1	14,9
B- EMPRUNTS ET DONS	435,2	519,9	1 195,0	1 192,0	19,5	-0,3	84,7	-3,0
- Prêts projets	76,8	40,7	447,6	301,9	-47,0	-32,6	-36,1	-145,7
- Dons	20,0	0,9	63,4	51,3	-95,5	-19,1	-19,1	-12,1
- Appuis budgétaires	71,8	82,7	102,5	329,7	15,1	221,8	10,9	227,2
- Emission des titres publics nets	-45,4	236,6	131,0	350,2	-620,8	167,2	282,0	219,1
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	312,1	0	450,6	0,0	-100,0	-100,0	-312,1	-450,6
- Emprunts bancaires	0	159	0,0	159,0	-	-	159,0	159,0
TOTAL RESSOUR BUDGETAIRES	1 603,6	1 666,8	4 732,6	4 760,8	3,9	0,6	63,2	28,2

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du troisième trimestre de l'exercice 2025, le *solde global base ordonnancements* est déficitaire de 261,8 milliards. Le solde primaire base ordonnancements se chiffre à 80,2 milliards et le solde primaire non pétrolier à -359 milliards.

Les flux de financement extérieurs enregistrent un solde négatif de -5,9 milliards. Ils résultent des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs d'un montant de 474,7 milliards, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure qui s'élève à 480,5 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est détériorée de 139 milliards au terme des trois premiers trimestres 2025, en raison de l'effet conjugué, de l'aggravation des positions vis-à-vis des banques commerciales de 333,7 milliards, du FMI de 13,1 milliards et de l'amélioration la position vis-à-vis de la BEAC de 207,8 milliards.

Tableaux 10 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDES BUDGETAIRES	Fin sept. 2024	Fin sept. 2025
SOLDE GLOBAL BASE ORDONNANCEMENTS (NET*)	140,1	-261,8
SOLDE PRIMAIRE (NET*)	450,8	80,2
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-60,6	-359

Source : MINFI *Hors remboursement crédits TVA

SECTEUR EXTERIEUR

Au troisième trimestre 2025, le solde du compte courant enregistre un déficit de 639,0 milliards, après 582,5 milliards au trimestre précédent. Cette évolution est principalement imputable à la détérioration des soldes des services et des revenus primaires. Le déficit des biens se réduit et l'excédent des revenus secondaires s'abaisse.

Le solde des biens enregistre un déficit de 392,0 milliards après 564,8 milliards, en raison de la baisse des importations fob (-241,0 milliards) plus élevée que celle des exportations de biens fob (-68,2 milliards). Le déficit des services s'aggrave de 124,7 milliards et s'établit à 234,8 milliards, en lien notamment avec la hausse des dépenses des services d'entretien et de réparation effectués par les compagnies pétrolières et celle des dépenses des transports de passagers. Le déficit des revenus primaires s'aggrave de 64,7 milliards et se situe à 134,7 milliards, du fait de la hausse du paiement des dividendes aux investisseurs non-résidents et des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires baisse à 122,5 milliards après 163,6 milliards.

Sur les neuf premiers mois de 2025 et comparativement à la même période de 2024, le déficit du compte se détériore de 134,0 milliards et se situe à 1 098,8 milliards. Cette évolution est imputable à la dégradation du déficit des services de 249,2 milliards et la réduction de l'excédent des revenus secondaires de 43,9 milliards.

Tableau 11 : Balance des paiements (en milliards)

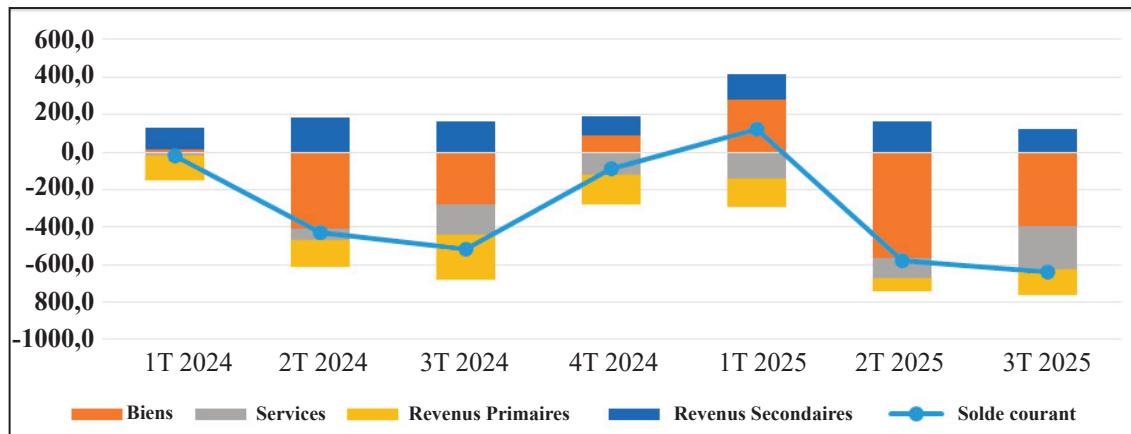
LIBELLES	3T2024	2T2025*	3T2025**	Janv-Sept 2024	Janv-Sept 2025	Variations		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)-(b)	(c)-(a)	(e)-(d)
I- SOLDE COURANT	-518,2	-582,5	-639,2	-964,8	-1098,8	-56,5	-120,8	-134,0
1- Balance des biens	-281,3	-564,8	-392	-680,0	-676,0	172,8	-110,7	4,0
2- Balance des services	-162,7	-111,3	-234,8	-240,7	-489,9	-123,5	-72,2	-249,2
3- Balance des revenus primaires	-236,9	-70,0	-134,7	-512,6	-351,5	-64,7	102,2	161,1
4- Balance des revenus secondaires	162,7	163,6	122,5	468,4	418,5	-41,1	-40,2	-49,9
FINANCEMENTS EXTERIEURS	612,3	918,5	62,3	956,2	896,8	-856,1	-550,0	-59,4
1- Secteur privé non bancaire	89,6	816,9	118,1	259,9	1209,1	-692,3	28,5	945,7
Investissements Directs Etrangers (IDE)	74,6	70,9	103,4	242,9	282,5	32,6	28,9	39,6
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	0	-0,1	0,0	4,4	-0,1	0,1	0,0	-4,5
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	14,9	746,1	14,7	16,3	926,7	-731,4	-0,2	910,4
2- Administration Publique	339,3	212,5	-41	618,1	156,3	-253,5	-380,3	-461,9
Dons projets (y compris C2D)	20	37,1	19,9	63,6	76,9	-17,2	-0,1	13,3
Tirages nets sur emprunt obligataire	0	0,0	0	0,0	0,0	0	0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	319,3	175,4	-60,9	554,5	79,4	-236,3	-380,2	-475,2
3-Banques créatrices de monnaie	183,5	-111,0	-14,8	78,9	-468,7	96,2	-198,2	-547,6
III- ERREURS ET OMISSIONS	36,4	-13,5	67,7	32,9	50,9	10,4	-0,9	18,0
IV- SOLDE GLOBAL	130,4	322,5	-509,1	24,3	-151,4	-831,6	-639,5	-175,6

Source : MINFI * Données mises à jour **Provisoires

En glissement annuel, le déficit du compte courant se creuse de 120,9 milliards. Cette détérioration est imputable à la dégradation des déficits des biens et des services, ainsi qu'à la réduction de l'excédent des revenus secondaires.

La détérioration du déficit des biens résulte de la baisse des exportations fob (-221,6 milliards) plus importante que celle des importations fob (-110,7 milliards). L'aggravation du déficit des services est en lien avec la baisse des recettes de voyage, ainsi que la hausse des dépenses relatives aux services d'entretien et réparation effectués par les compagnies d'opérations pétrolières. Le déficit des revenus primaires se réduit de 102,2 milliards, du fait principalement de la baisse des dividendes versés aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires se réduit de 40,2 milliards.

Graphique 6 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI

Sur les neuf premiers mois de 2025 et comparativement à la même période de 2024, le déficit du compte se détériore de 134,0 milliards et se situe à 1 098,8 milliards. Cette évolution est imputable à la dégradation du déficit des services de 249,2 milliards et la réduction de l'excédent des revenus secondaires de 43,9 milliards.

1.1.2 Financements extérieurs

Au troisième trimestre 2025, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 62,4 milliards, après 918,5 milliards enregistrées au trimestre précédent. Le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 118,1 milliards après 810,5 milliards, constituées essentiellement des flux d'investissements directs étrangers (+103,4 milliards) et des tirages nets (+14,7 milliards). Le secteur public enregistre des sorties nettes de 41,0 milliards contre des entrées nettes de 212,5 milliards le trimestre précédent, du fait essentiellement de la baisse des tirages nets de 236,3 milliards. Le secteur bancaire enregistre des sorties nettes de 14,8 milliards après 111,0 milliards.

En glissement annuel, les financements extérieurs nets diminuent de 550,0 milliards. Cette évolution résulte principalement de la baisse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire (-719,2 milliards) et de la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (242,0 milliards).

Sur les neufs premiers mois de l'année 2025 et comparativement à la même période de l'année dernière, les financements extérieurs diminuent de 59,4 milliards et s'élèvent à 896,8 milliards. Ces financements extérieurs nets sont constitués de 1 209,1 milliards du secteur privé non bancaire, des entrées nettes de 156,3 milliards dans l'administration publique et des sorties nettes de 468,7 milliards des banques créatrices de monnaies.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du troisième trimestre 2025 est déficitaire de 509,1 milliards contre un excédent de 322,5 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une baisse des financements extérieurs couplée à la détérioration du solde du compte courant. En glissement annuel, le solde global se détériore de 831,6 milliards.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2025, le solde global est déficitaire de 151,4 milliards, contre un excédent de 24,3 milliards sur la même période de 2024.

Tableau 12 : Balance des paiements 3T2024, 2T2025 et 3T2025 (En milliards)

LIBELLES	3T2024	2T2025*	3T2025**	Janv-Sept 2024	Janv-Sept 2025	Variations		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)-(b)	(c)-(a)	(e)-(d)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics)	-518,2	-582,5	-639,2	-964,8	-1099,0	-56,7	-121,0	-134,2
SOLDE COURANT (Transferts publics)	-534,6	-585,4	-641,0	-1019,3	-1116,0	-55,5	-106,4	-96,6
1- Balance des biens	-281,3	-564,8	-392,0	-680,0	-676,0	172,8	-110,7	4,0
Exportations des biens FOB	880,9	727,4	659,3	2770,4	2769,6	-68,2	-221,6	-0,8
dont Exportations douanières FOB	680,2	587,1	530,5	2170,4	2235,9	-56,6	-149,7	65,5
Importations des biens FOB	-1162,2	-1292,2	-1051,3	-3450,4	-3445,6	241,0	110,9	4,8
dont Importations douanières CAF	-1232	-1382,8	-1175,9	-3646,6	-3743,7	206,9	56,1	-97,1
2- Balance des services	-162,7	-110,1	-234,8	-240,7	-488,7	-124,7	-72,1	-248,0
Transports	-77,3	-114,3	-81,8	-198,2	-284,8	32,5	-4,5	-86,5
Assurances	-15,6	-14,4	-11,5	-47,1	-35,4	2,9	4,1	11,7
Voyages	-0,7	-16,9	-17,2	35,4	-51,5	-0,2	-16,5	-87,0
Autres services	-69	35,5	-124,4	-30,7	-116,9	-159,9	-55,4	-86,1
Dont Assistance technique et services divers	-47,1	-30,5	-29,4	-91,3	-153,3	1,1	17,7	-61,9
3- Balance des revenus primaires	-236,9	-70,0	-134,7	-512,6	-351,5	-64,7	102,2	161,1
Recettes	29,1	35,9	29,3	103,1	102,8	-6,6	0,2	-0,3
Dépenses	-266	-105,9	-164,0	-615,6	-454,2	-58,1	102,0	161,4
Rémunération des salariés	-5,2	-12,1	-6,5	-15,6	-23,8	5,6	-1,3	-8,2
Investissements directs	-162,5	-50,3	-76,5	-375,7	-224,1	-26,2	86,0	151,6
Investissements de portefeuille	-3,1	-2,2	-0,8	-7,6	-4,1	1,5	2,3	3,5
Autres investissements	-95,2	-41,3	-80,2	-216,8	-202,3	-38,9	15,0	14,5
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieure	-92,2	-40,9	-79,4	-206,5	-200,6	-38,5	12,8	5,9
4- Balance des revenus secondaires	162,7	163,6	122,5	468,4	418,5	-41,1	-40,2	-49,9
II- COMPTE DE CAPITAL &	612,2	918,5	62,4	956,2	896,8	-856,1	-549,8	-59,4
1- Compte de Capital	30,8	46,0	23,0	104,1	100,2	-22,9	-7,8	-3,9
Administrations publiques	20	37,1	19,9	63,6	76,9	-17,2	-0,1	13,3
Autres secteurs	10,8	8,9	3,1	40,5	23,3	-5,7	-7,7	-17,2
2- Compte d'opérations financières	581,4	872,5	39,3	852,1	796,6	-833,2	-542,1	-55,5
Investissements Directs	74,6	70,9	103,4	242,9	282,5	32,6	28,8	39,6
Sortant	-3,8	-0,5	-0,2	-36,3	-2,3	0,3	3,6	34,0
Investissements de portefeuille	-57,8	-78,0	-14,1	22,6	-200,9	64,0	43,7	-223,4
Engagements (baisse -)	0	-0,1	-9,0	4,4	-9,1	-8,9	-9,0	-13,6
Autres Investissements	564,6	879,6	-50,0	586,7	714,9	-929,7	-614,6	128,3
Administrations publiques	319,3	175,4	-60,9	554,5	79,4	-236,3	-380,2	-475,2
dont Engagements	319,3	175,4	-60,9	554,5	79,4	-236,3	-380,2	-475,2
- Tirages	496,9	298,1	136,5	1080,1	635,8	-161,6	-360,4	-444,3
- Amortissements	-177,7	-122,7	-197,5	-525,5	-556,4	-74,7	-19,8	-30,9
Banques et Institutions financières	241,3	-32,9	-0,7	56,3	-267,8	32,2	-242,0	-324,1
Avoirs (baisse +)	36,3	32,0	24,2	49,3	-10,7	-7,7	-12,1	-60,0
- Dépôts	55,2	21,8	21,4	59,5	6,1	-0,4	-33,8	-53,4
- Autres avoirs	-19	10,1	2,8	-10,2	-16,8	-7,3	21,8	-6,6
Engagements (baisse -)	205	-64,9	-24,9	7,0	-257,1	40,0	-229,9	-264,1
-Dépôts	255,1	-104,5	-7,7	-46,3	-264,9	96,8	-262,8	-218,6
-Autres Engagements	-50,2	39,6	-17,3	53,4	7,8	-56,9	32,9	-45,5
Privé non bancaire	4,1	737,2	11,6	-24,2	903,4	-725,6	7,5	927,6
Avoirs (baisse +)	77,5	523,0	-8,3	172,6	507,1	-531,3	-85,8	334,5
III- ERREURS ET OMISSIONS	36,4	-13,5	67,7	32,9	50,9	81,2	31,3	18,0
IV- SOLDE GLOBAL	130,4	322,5	-509,1	24,3	-151,4	-831,6	-639,5	-175,6
V- FINANCEMENT	-130,4	-322,5	509,1	-24,2	151,4	831,6	639,5	175,5

Source : MINFI * Données mises à jour ; **Provisoires

Commerce extérieur

Les analyses du commerce extérieur du troisième trimestre 2025 sont basées sur des estimations en raison de la non-disponibilité des données douanières.

Evolution des échanges

Au troisième trimestre 2025, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur est estimée à 1 945,7 milliards, en baisse de 24,3 milliards par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les échanges augmentent de 33,4 milliards. Hors hydrocarbures, la valeur des échanges s'élève à 1 385,2 milliards, en baisse de 164,2 milliards par rapport au trimestre précédent mais en hausse de 97,4 milliards en glissement annuel.

Sur les neuf premiers mois de 2025 et en glissement annuel, les échanges augmentent de 401,8 milliards pour se situer à 6 218,8 milliards. Hors hydrocarbures, ils augmentent de 733,6 milliards pour atteindre 4 704,7 milliards.

Balance commerciale

Au troisième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se réduit de 69,1 milliards pour se situer à 726,6 milliards. Cette évolution est due à la baisse de 46,7 milliards des importations et la hausse de 22,4 milliards des exportations. Le taux de couverture augmente de 3,2 points pour se situer à 45,6%. Hors hydrocarbures, le déficit se réduit de 92,9 milliards pour se situer à 733,4 milliards. Le taux de couverture, quant à lui, progresse de 0,3 point et se situe à 30,8%. En glissement annuel, le déficit se creuse de 174,4 milliards et le taux de couverture diminue de 9,6 points de pourcentage. Hors hydrocarbures, le déficit se creuse de 102,1 milliards et le taux de couverture baisse de 3,4%.

Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le déficit se creuse de 112,6 milliards pour se situer à 1 588,9 milliards. Hors hydrocarbures, il se creuse de 0,3 milliard pour atteindre 1 779,5 milliards.

Tableau 13 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Période	3T24	9m24	2T25	3T25*	9m25*	Variations		
	Libellé	a	b	c	d	e	d-c	d-a
exportations	680,2	2 170,4	587,1	609,5	2 315,0	22,4	-70,6	144,6
pétrole	250,3	767,8	150,9	176,4	539,3	25,5	-73,9	-228,5
gaz	92,5	280,0	69,7	97,9	289,7	28,3	5,4	9,7
carburants et lubrifiants	9,1	26,6	5,0	9,3	23,4	4,3	0,2	-3,2
hydrocarbures	352,0	1 074,4	225,6	283,6	852,4	58,1	-68,3	-222,0
hors hydrocarbures	328,2	1 095,9	361,5	325,9	1 462,6	-35,6	-2,3	366,6
importations	1 232,0	3 646,6	1 382,8	1 336,1	3 903,9	-46,7	104,1	257,2
pétrole	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
gaz	9,1	37,5	11,6	18,2	48,1	6,6	9,1	10,6
carburants et lubrifiants	255,1	708,1	173,3	251,9	585,6	78,6	-3,2	-122,5
hydrocarbures	272,5	771,5	195,0	276,8	661,8	81,9	4,3	-109,7
hors hydrocarbures	959,6	2 875,1	1 187,9	1 059,3	3 242,1	-128,6	99,7	367,0
balance commerciale	-551,9	-1 476,3	-795,7	-726,6	-1 588,9	69,1	-174,7	-112,6
hors hydrocarbures	-631,3	-1 779,2	-826,3	-733,4	-1 779,5	92,9	-102,1	-0,3
Echanges globaux	1 912,2	5 817,0	1 969,9	1 945,7	6 218,8	-24,3	33,4	401,8
hors hydrocarbures	1 287,8	3 971,1	1 549,4	1 385,2	4 704,7	-164,2	97,4	733,6
Taux de couverture	55,2	59,5	42,5	45,6	59,3	3,2	-9,6	-0,2
hors hydrocarbures	34,2	38,1	30,4	30,8	45,1	0,3	-3,4	7,0

Source : MINFI * = données estimées

Imports

Les importations de biens au troisième trimestre 2025 se chiffrent à 1 336,1 milliards, soit une baisse de 46,7 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la baisse des volumes (-2,4%) et des prix (-1,0%) des principaux produits achetés. Hors hydrocarbures, les achats baissent de 128,6 milliards pour se situer à 1 059,3 milliards.

La baisse des achats en valeur s'observe principalement sur les poissons de mer congelés (-28,9 milliards), l'aluminium et ouvrages en aluminium (-23,4 milliards), les engrains (-16,9 milliards), le riz (-16,9 milliards) les appareils pour la téléphonie (-15,3 milliards) et le froment (blé) et méteil (-14 milliards). En revanche, elle est essentiellement atténuée par la hausse des achats des carburants et lubrifiants (+78,6 milliards), des machines et appareils mécaniques (+27,4 milliards), des huiles brutes ou raffinées (+11,7 milliards) et de fonte, fer et acier (+11 milliards).

Les principaux produits importés au troisième trimestre 2025 sont : les carburants et lubrifiants (18,8% du total des importations), les machines et appareils mécaniques (9,4%), les véhicules automobiles et tracteurs (6,0%), les machines et appareils électriques (5,6%), les fonte, fer et acier (4,0%), les poissons de mer congelés (3,9%), le riz (3,9%), les matières plastiques (3,6%), les produits pharmaceutiques (3,4%) et le froment (blé) et méteil (3,0%).

En glissement annuel, les achats progressent de 104,1 milliards. Hors hydrocarbures, ils progressent de 99,7 milliards.

Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel la valeur des importations augmente de 257,2 milliards pour se situer à 3 903,9 milliards. Hors hydrocarbures, elle augmente de 367,0 milliards pour atteindre 3 242,1 milliards.

Tableau 14 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	3T24		9m24		2T25		3T25*		9m25*		Variation			
	Libellés		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V				
			a		b		c		d		e	d-c	d-a	e-b
Poissons et crustacés	64	54,1	176	140,5	98	81,7	59	52,9	211	178,6	-28,8	-1,2	38,1	
Poissons de mer congelés	63	53,9	175	140,1	98	81,6	59	52,8	210	178,2	-28,9	-1,1	38,1	
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	69	62,9	193	172,1	104	92,7	72	62,6	234	209,0	-30,2	-0,3	36,9	
Céréales	421	110,2	1 426	379,5	501	124,6	391	92,5	1 406	352,1	-32,2	-17,7	-27,5	
Froment (blé) et méteil	204	36,3	754	136,4	282	53,7	221	39,7	757	140,5	-14,0	3,4	4,1	
Riz	174	68,1	607	234,0	208	68,6	164	51,7	605	203,2	-16,9	-16,4	-30,8	
Produits de la minoterie; malt	22	9,1	108	41,2	55	21,6	25	10,4	118	45,9	-11,1	1,3	4,7	
Malt non torréfié	17	7,4	85	33,7	43	17,5	22	9,1	90	36,1	-8,4	1,7	2,4	
<i>Produits du règne végétal</i>	454	124,1	1 565	435,4	565	150,7	425	108,2	1 547	412,4	-42,5	-16,0	-23,0	
Graisses et huiles animales ou végétales	17	11,6	43	29,5	22	16,7	40	27,6	74	54,4	11,0	16,1	25,0	
Huiles brutes ou raffinées	14	9,7	35	24,1	21	15,2	39	26,9	70	51,2	11,7	17,2	27,1	
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	17	11,6	43	29,5	22	16,7	40	27,6	74	54,4	11,0	16,1	25,0	
Sucres et sucreries	77	32,2	204	84,4	65	28,6	77	32,7	196	81,6	4,1	0,5	-2,9	
Sucres raffinés de canne ou de betterave	75	31,0	180	74,7	37	15,2	54	21,9	122	49,6	6,6	-9,1	-25,1	
<i>Produits alimentaires industriels</i>	141	82,0	413	235,6	177	97,8	138	83,5	437	247,0	-14,4	1,5	11,4	
Sel; soufre; terres; ciments	943	31,7	2 577	89,6	1 061	41,0	984	35,6	2 826	108,0	-5,3	4,0	18,4	

Période	3T24		9m24		2T25		3T25*		9m25*		Variation						
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V							
										a	b	c	d	e	d-c	d-a	e-b
Clinkers	754	23,7	2 049	67,5	911	33,2	803	27,9	2 377	85,6	-5,3	4,2	18,1				
Hydrocarbures	538	272,5	1 482	771,5	645	195,0	659	276,8	1 706	661,8	81,9	4,3	-109,7				
Carburants et lubrifiants	490	255,1	1 295	708,1	572	173,3	593	251,9	1 493	585,6	78,6	-3,2	-122,5				
Butanes liquéfiés	21	9,1	90	37,5	30	11,6	47	18,2	122	48,1	6,6	9,1	10,6				
Produits minéraux	1 482	304,3	4 063	861,5	1 752	236,8	1 643	312,6	4 618	771,5	75,8	8,3	-90,0				
Produits pharmaceutiques	6	48,9	23	135,1	7	48,1	6	45,2	20	135,1	-3,0	-3,8	-0,1				
Engrais	52	14,3	197	54,4	101	31,1	52	14,2	197	58,6	-16,9	-0,1	4,1				
Parfums et produits de beauté	3	10,7	9	32,2	5	16,9	4	16,5	12	43,7	-0,4	5,8	11,5				
Produits chimiques divers	11	23,6	38	84,1	16	34,2	13	27,6	46	98,6	-6,6	4,0	14,4				
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	7	16,3	25	65,0	10	26,7	8	19,3	31	76,5	-7,4	3,0	11,5				
Produits des industries chimiques	140	130,2	502	404,9	208	170,7	133	133,1	465	434,6	-37,6	2,9	29,7				
Matières plastiques	53	44,8	146	122,5	52	47,3	56	48,2	151	133,3	0,9	3,4	10,7				
Caoutchouc	9	11,0	29	33,1	10	12,8	12	13,6	31	37,2	0,8	2,6	4,2				
Pneumatiques neufs	6	7,8	20	24,7	7	9,0	9	11,1	22	28,1	2,1	3,4	3,4				
Matières plastiques et caoutchouc	62	55,8	175	155,6	62	60,0	68	61,8	182	170,5	1,8	6,0	14,9				
Autres articles textiles confectionnés	28	18,1	63	38,5	28	31,3	27	19,4	71	62,2	-12,0	1,2	23,6				
Friterie	24	13,9	53	28,4	20	11,7	20	11,8	53	31,1	0,1	-2,1	2,7				
Matières textiles et leurs ouvrages	43	32,4	109	80,2	43	47,4	42	34,3	114	106,6	-13,1	1,9	26,5				
Fonte, fer et acier	79	33,1	248	109,3	103	42,9	128	53 960	315	132 380	11,0	20,9	23,1				
Ouvrages en fonte, fer et acier	21	25,5	59	72,2	24	37,0	17	24 390	63	89 049	-12,6	-1,1	16,8				
Aluminium et ouvrages en aluminium	4	7,8	12	26,1	10	44,7	6	21 311	24	92 668	-23,4	13,5	66,6				
Métaux communs et leurs ouvrages...	110	73,3	335	227,3	143	132,7	158	107,5	419	336,2	-25,2	34,1	108,9				
Machines et appareils mécaniques	38	128,9	107	358,9	32	97,8	42	125,2	108	327,1	27,4	-3,7	-31,8				
Ordinateurs et accessoires	0	2,7	1	9,4	0	6,2	0	2,7	1	14,6	-3,5	0,0	5,2				
Machines et appareils électriques	20	66,9	55	215,0	23	86,6	23	74,2	66	253,5	-12,4	7,3	38,4				
Appareils pour la téléphonie	0	8,8	2	54,9	1	24,1	1	8,8	2	68,9	-15,3	0,1	14,0				
Machines et app. mécaniques ou électriques	59	195,8	162	573,9	56	184,4	65	199,4	175	580,6	15,0	3,6	6,7				
Véhicules automobiles; tracteurs	40	54,3	123	194,3	47	73,6	52	79,7	147	233,9	6,1	25,4	39,6				
Tracteurs	0	3,5	0	16,8	0	10,4	0	10,3	0	33,1	-0,1	6,9	16,3				
Véhicules de tourisme	0	26,6	0	77,1	0	27,8	0	30,8	0	86,0	3,0	4,2	9,0				
Véhicules pour transport marchandises	0	11,9	0	47,4	0	17,4	0	22,7	0	61,7	5,3	10,8	14,3				
Matériel de transport	42	56,3	128	207,3	56	87,6	60	93,5	169	270,5	5,9	37,1	63,2				
Autres importations		103,3		263,5		105,2		112,2		310,6	7,0	8,9	47,1				
Total général des importations		1 232,0		3 646,6		1 382,8		1 336,1		3 903,9	-46,7	104,1	257,2				

Source : MINFI ; *= données estimées

Exportations

Au troisième trimestre 2025, la valeur des exportations de biens est de 609,5 milliards, en hausse de 22,4 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation des volumes (+8,0%) des principaux produits vendus, atténuée par la baisse des prix (-3,4%). Hors hydrocarbures, les ventes diminuent de 35,6 milliards pour se situer à 325,9 milliards.

L'augmentation des exportations en valeur s'observe essentiellement sur le gaz naturel liquéfié (+28,3 milliards), les huiles brutes de pétrole (+25,5 milliards) et les bois sciés (+12,7 milliards). Elle est atténuée par la baisse des ventes de cacao brut en fèves (-37,3 milliards), du coton brut (-9,1 milliards) et des savons de ménage en morceaux (-5,2 milliards).

Les principaux produits exportés au troisième trimestre 2025 sont : les huiles brutes de pétrole (28,9% du total des exportations), le gaz naturel liquéfié (16,1%), la pâte de cacao (9,3%), les bois sciés (8,7%), le cacao brut en fèves (5,5%), le beurre de cacao (5,1%), le coton brut (4,4%), la banane (y compris plantain) (2,2%), le caoutchouc brut (1,9%) et le café (1,6%).

En glissement annuel, la valeur des exportations de biens diminue de 70,6 milliards. Hors hydrocarbures, elles diminuent de 2,3 milliards.

Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la valeur des exportations augmente de 144,6 milliards pour se situer à 2 315,0 milliards. Hors hydrocarbures, elle augmente de 366,6 milliards pour atteindre 1 462,6 milliards.

Tableau 15 : Evolution des principaux produits exportés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	3T24		9m24		2T25		3T25*		9m25*		Variation		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V			
										a	b	c	
Bananes (y compris plantains)	68	10,5	176	26,4	59	18,6	53	13,5	161	46,2	-5,1	3,0	19,8
Café	5	13,4	9	21,7	3	8,8	4	9,6	8	22,6	0,8	-3,8	0,9
Café robusta	5	12,9	9	20,9	2	7,2	4	8,5	8	19,3	1,3	-4,4	-1,6
Cacao brut en fèves	6	29,6	87	265,8	12	70,5	7	33,3	96	603,9	-37,3	3,7	338,1
Pâte de cacao	13	49,5	40	127,6	12	54,1	13	56,7	38	169,3	2,5	7,2	41,7
Beurre de cacao	7	25,1	20	65,9	4	25,7	6	31,1	14	80,2	5,4	6,0	14,3
Huiles brutes de pétrole	726	250,3	2 255	767,8	585	150,9	595	176,4	1 861	539,3	25,5	-73,9	-228,5
Carburants et lubrifiants	23	9,1	61	26,6	7	5,0	16	9,3	41	23,4	4,3	0,2	-3,2
Gaz naturel liquéfié	358	92,5	1 016	280,0	274	69,7	400	97,9	1 095	289,7	28,3	5,4	9,7
Savons de ménage en morceaux	6	4,2	45	25,9	20	14,2	12	8,9	44	30,9	-5,2	4,7	5,0
Caoutchouc brut	16	13,6	38	30,3	9	8,8	14	11,3	34	32,3	2,5	-2,3	2,0
Bois brut (grumes)**	0	10,9	0	38,0	0	11,5	0	9,2	0	31,0	-2,3	-1,7	-7,0
Bois sciés**	0	51,5	1	136,2	0	40,3	0	53,0	1	124,1	12,7	1,5	-12,1
Feuilles de placage en bois	13	5,0	39	13,8	14	4,4	15	5,6	41	13,0	1,2	0,5	-0,9
Coton brut	38	44,7	124	146,6	33	35,7	24	26,6	100	109,4	-9,1	-18,1	-37,2
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud	10	5,1	22	12,0	9	4,7	5	2,5	20	10,8	-2,2	-2,6	-1,2
Aluminium brut	4	4,4	17	18,7	5	6,0	5	6,3	18	23,2	0,3	1,9	4,5
Autres exportations		60,6	0,0	166,9	0,0	58,3	0,0	58,3	0,0	165,7	0,1	-2,3	-1,2
Total général des exportations		680,2		2 170,4		587,1		609,5		2 315,0			

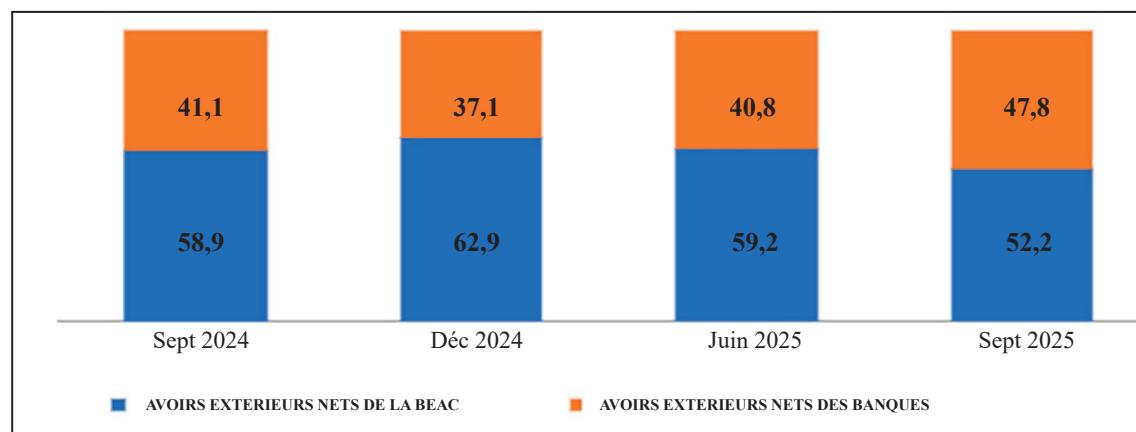
Source : MINFI ; * = données estimées ** = quantités de bois en milliers de mètres cubes

SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2025, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 11 807,9 milliards, en baisse de 1,4% par rapport à fin juin 2025. Cette baisse est tirée par la contraction des avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'Etat restant quasi stables (+0,7%) et les créances sur l'économie progressant de 4,9%. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 12,8%.

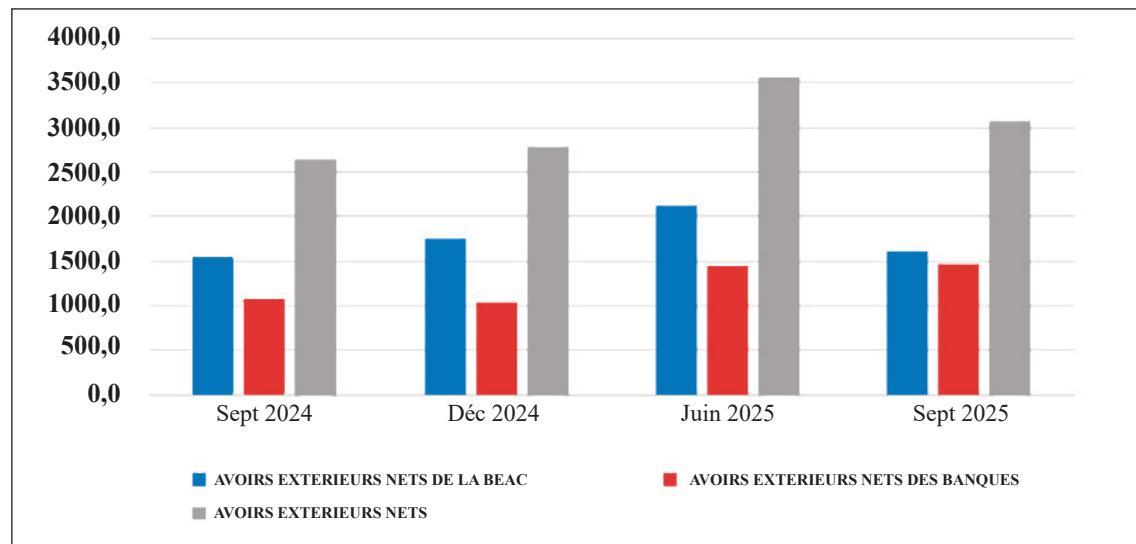
A fin septembre 2025, et par rapport à fin juin 2025, les avoirs extérieurs diminuent de 13,9% pour s'établir à 3 070,0 milliards, tirés par la diminution des avoirs en compte d'opérations (-24,9%). Cette forte baisse des avoirs extérieurs se justifie par un accroissement des importations plus important que celui des exportations, et des difficultés de rapatriements des revenus d'exportations.

Graphique 7 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en % du total)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin septembre 2025, le crédit intérieur se situe à 8 737,9 milliards, en hausse de 3,8% par rapport à fin juin 2025. Cette évolution est consécutive à la progression des crédits à l'économie (+4,9%). Les créances nettes sur l'Etat sont restées quasi-stables (+0,7%).

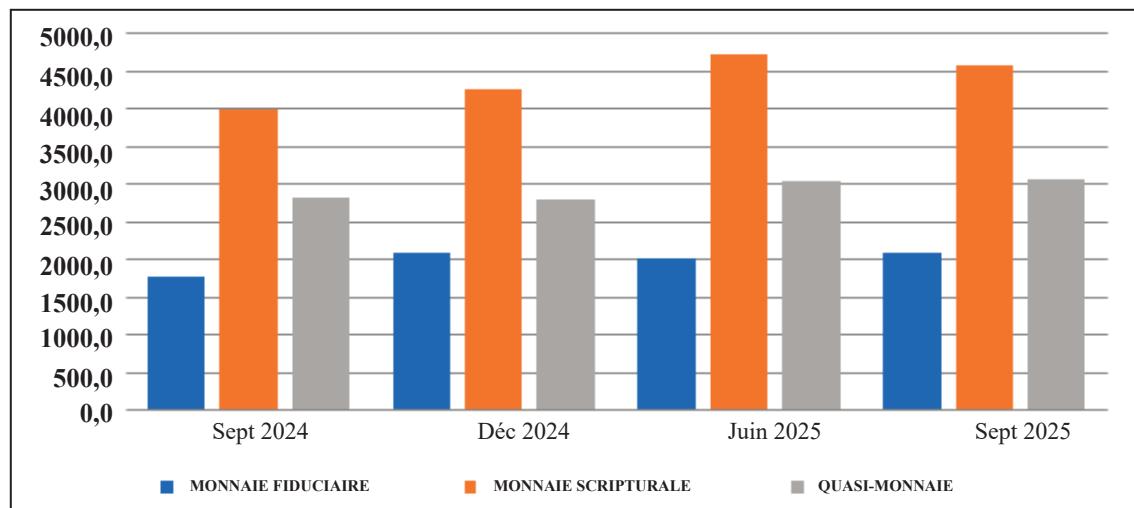
Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 098,6 milliards à fin juin 2025 à 2 112,5 milliards à fin septembre 2025. En lien avec cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, reste quasi-stable à 2 292,5 milliards. Cette situation est contrastée au niveau des composantes. En effet, la PNG vis-à-vis de la BEAC chute de 80% à 44,1 milliards alors que la PNG vis-à-vis des banques progresse de 17,1% pour s'établir à 981,9 milliards et la PNG vis-à-vis du FMI augmente de 5,3% pour se situer à 1 262,4 milliards, avec les appuis budgétaires.

Les crédits à l'économie sont en hausse de 4,9% en valeur relative et de 307,3 milliards en valeur absolue, pour se situer à 6 625,5 milliards à fin septembre 2025. Cette évolution est attribuable à l'accroissement de 5,6% des crédits en faveur du secteur privé non financier, principale composante. Les crédits aux entreprises publiques non financières diminuent de 0,2%.

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (55,3%). La part des crédits à moyen terme est de 40,9% et celle des crédits à long terme de 3,8%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 0,6% pour s'établir à 9 722,2 milliards à fin septembre 2025. Elle est composée de 21,4% de monnaie fiduciaire ; 47,2% de monnaie scripturale et 31,4% de quasi-monnaie.

Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin septembre 2025, et par rapport à la même date de 2024, la situation monétaire progresse de 12,8%. Elle se caractérise par la hausse des avoirs extérieurs nets (+16,7%), des crédits à l'économie (+10,5%), des créances nettes sur l'Etat (+15,0%) et de la masse monétaire (+13,3%). S'agissant des créances nettes sur l'Etat, la PNG croît de 15,5%. Cette évolution est contrastée dans ses composantes. La PNG vis-à-vis des banques augmente (+346,2 milliards), de même que la PNG vis-à-vis du FMI

(+45,2 milliards). Par contre, la PNG vis-à-vis de la BEAC baisse (-101,1 milliards). Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier et ceux accordés aux institutions financières non bancaires qui ont été multipliés par 6.

Au 30 septembre 2025, les avoirs extérieurs nets sont en hausse de 16,7% par rapport au 30 juin 2024, tirés par les avoirs extérieurs nets des banques (+35,9%). La part des avoirs extérieurs nets des banques croît, passant de 40,8% à 47,8%, du fait de l'augmentation des titres publics souscrits par les banques dans les autres pays de la CEMAC. La part des avoirs extérieurs nets de la BEAC décroît et passe de 59,2% à 52,2%. Les avoirs extérieurs bruts du Cameroun à la BEAC peuvent couvrir 7,4 mois d'importations de biens et services en 2025, contre 6,3 mois en 2024. Toutefois, le principe communautaire de mise en commun des réserves de change dilue cette performance, en ce sens que les avoirs extérieurs de l'ensemble de la CEMAC ne peuvent couvrir que 4,2 mois d'importations, contre 4,67 mois en 2024.

Le taux de couverture de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale se détériore en se situant à 70,6% contre 75,2% en fin septembre 2024. De même, au niveau de l'ensemble de la zone CEMAC, le taux de couverture se dégrade, passant de 74,8% en fin septembre 2024 à 68,4% en fin septembre 2025.

Dans le cadre du maniement des taux d'intérêts, la BEAC a laissé inchangé ses taux au troisième trimestre 2025. Mais avant cette période, on a noté plusieurs reprises de ses taux directeurs jusqu'en mars 2025, en raison de la progression de l'inflation. Ainsi, le Taux d'Intérêt des Appels d'Offre (TIAO), principal taux directeur de la BEAC, a été maintenu à 5% depuis mars 2023, avant d'être rabaissé à 4,5% le 27 mars 2025.

Dans le même temps, la facilité de prêt marginal, qui est le taux auquel la BEAC prête de l'argent aux banques commerciales pour une durée n'excédant pas 24 heures, est passée de 6,75% en mars 2024 à 6% en mars 2025. Reflétant ces évolutions, le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) (taux auquel les banques commerciales s'échangent de l'argent), est resté sur une tendance baissière. Il est passé de 5,75% en septembre 2024 à 4,5% en mars 2025.

Tableau 16 : Evolution des taux directeurs de la BEAC et des conditions de banques (en %)

	Nov. 2021	Déc. 2021	Mars 2022	Avril 2022	Juin 2022	Sept. 2022	Déc 2023	Sept 2024	Mars 2025	Sept 2025
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	3,50	3,50	3,50	4,00	4,00	4,50	5,00	5,00	4,50	4,50
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	4,34	4,21	4,46	4,43	4,43	4,45	5,71	5,75	4,50	4,50
Taux de la facilité marginale de prêt	5,25	5,25	5,25	5,75	5,75	6,26	6,75	6,75	6,00	6,00
Taux de facilité de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Taux créiteur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45

Source : BEAC

Par ailleurs, la politique des réserves obligatoires, qui consiste pour la BEAC à réguler la liquidité bancaire, lorsque l'économie fait face à une conjoncture ou choc, a laissé inchangé les coefficients des réserves obligatoires à 7% pour les dépôts à vue

et à 4,5% pour les dépôts à terme. A fin septembre 2025, les réserves obligatoires sont estimées à 563,0 milliards. Elles sont rémunérées au taux de 0,05% et représentent la moitié de l'ensemble des réserves des banques à la BEAC, évaluée à 1 174,1 milliards à fin septembre 2025.

Tableau 17 : Situation monétaire large à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA)

	Sept-24	Déc-24	Juin-25	Sept-25	Variations	
	a	b	c	d	d/c	d/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	10 463,5	11 134,7	11 980,3	11 807,9	-1,4	12,8
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 630,2	2 785,6	3 563,5	3 070,0	-13,9	16,7
AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BEAC	1 549,9	1 753,3	2 111,0	1 601,9	-24,1	3,4
DONT : COMPTE D'OPERATIONS	1 962,4	2 164,3	2 232,5	1 633,0	-26,9	-16,8
AVOIRS EN DEVISES	987,0	1 016,6	1 298,3	1 342,2	3,4	36,0
RECOURS AUX CREDITS FMI	898,2	918,9	898,9	955,0	6,2	6,3
AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BCM	1 080,3	1 032,3	1 452,5	1 468,0	1,1	35,9
CREDIT INTERIEUR (a+b)	7 833,4	8 349,2	8 416,7	8 737,9	3,8	11,5
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	1 837,4	2 049,3	2 098,6	2 112,5	0,7	15,0
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	1 984,7	2 212,0	2 279,5	2 292,5	0,6	15,5
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-147,3	-59,1	-181,0	-180,1	-0,5	22,2
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	5 996,0	6 299,8	6 318,2	6 625,5	4,9	10,5
INSTITUTIONS BANCAIRES EN LIQUIDATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
AUTRES INSTITUTIONS BANC. NON ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	15,7	224,5	15,4	18,0	17,3	14,8
INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	18,2	35,1	215,6	210,7	-2,3	1 057,9
ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	598,9	520,9	546,2	544,9	-0,2	-9,0
SECTEUR PRIVE NON FINANCIER	5 363,2	5 519,4	5 540,9	5 851,8	5,6	9,1
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	10 463,5	11 134,7	11 980,3	11 807,9	-1,4	12,8
MONNAIE FIDUCIAIRE	1 774,4	2 093,5	2 021,8	2 080,0	2,9	17,2
MONNAIE SCRIPTURALE :	3 995,7	4 256,8	4 716,2	4 585,8	-2,8	14,8
BEAC	7,2	2,3	192,6	4,8	-97,5	-33,7
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	3951,9	4 219,2	4 485,7	4 541,9	1,3	14,9
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	36,7	35,2	37,9	39,2	3,5	6,9
CENTRE DES CHEQUES POSTAUX (CCP)	0,0	0,0	0,0	0,0		
DISPONIBILITES MONETAIRES	5 770,2	6 350,3	6 738,0	6 665,8	-1,1	15,5
QUASI-MONNAIE	2 811,6	2 794,5	3 042,0	3 056,4	0,5	8,7
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	2 768,9	2 751,5	2 994,7	3 009,4	0,5	8,7
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	42,7	42,9	47,3	47,0	-0,5	10,2
DISPONIBILITES MONETAIRES ET QUASI-MONETAIRES	8 581,8	9 144,7	9 779,9	9 722,2	-0,6	13,3
AUTRES POSTES NETS	1 881,8	1 990,0	2 200,3	2 085,7	-5,2	10,8

Source : BEAC

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE, Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel, Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique :

MOHAMADOU AMINOU, Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédacteurs :

- NANA Jacques Barnabé, Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;
- LELE TAGNE Berlin, Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie, Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric, Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian, Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé, Chargé d'Etudes Assistant
- NDOUMBE LOBE Benoit, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TONYE Jacques, Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel, Chargé d'Etudes Assistant ;
- FOKA Felix, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ABBA SANDJABE, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAKAM Ignace, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO Epse ONANA René Carole, Chargé d'Etudes Assistant ;
- CHAJEU NANA Loïc, Cadre ;
- METSAMA Martin, Cadre ;
- NJI FIFEN NGANGUE H, Cadre ;
- TABI MVE GUY Stéphane, Cadre ;
- DONGMO GAPGHO Boris, Cadre.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants

www.minfi.gov.cm et www.dgb.cm